

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	13-05-2008	2008-2532
ENREGISTREMENT	15-05-2008	88269
ARRETE ROYAL	<input type="text"/>	
MONITEUR BELGE	<input type="text"/>	

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 94

Séance du mardi 29 avril 2008

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL CONCERNANT LA PARTICIPATION
DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS ISSUES DE LA FUSION
TRANSFRONTALIÈRE DE SOCIÉTÉS DE CAPITAUX

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 94 DU 29 AVRIL 2008 CONCERNANT
LA PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS ISSUES
DE LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE DE SOCIÉTÉS
DE CAPITAUX

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux et en particulier son article 16 ;

Considérant que les droits des travailleurs autres que les droits de participation restent organisés conformément aux dispositions légales et réglementaires et aux conventions collectives de travail en vigueur et notamment les conventions collectives de travail n° 24 du 2 octobre 1975 concernant la procédure d'information et de consultation des représentants des travailleurs en matière de licenciement collectif, n° 32 bis du 7 juin 1985 concernant le maintien des droits des travailleurs en cas de changement d'employeur du fait d'un transfert conventionnel d'entreprise et réglant les droits des travailleurs repris en cas de reprise de l'actif après faillite et n° 62 du 6 février 1996 concernant l'institution et le fonctionnement d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs ;

Considérant qu'il y a lieu s'il échet de garantir la participation des travailleurs dans les sociétés issues de fusions transfrontalières des sociétés de capitaux ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- "De Boerenbond"
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 29 avril 2008, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

CHAPITRE I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

Article 1er

La présente convention a pour objet de donner exécution à l'article 16 de la directive 2005/56/CE du Parlement et du Conseil de l'Union européenne du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux.

Elle vise à déterminer les règles applicables à la participation des travailleurs dans la société issue de la fusion transfrontalière des sociétés de capitaux.

Article 2

La participation des travailleurs dans la société issue de la fusion transfrontalière des sociétés de capitaux et leur implication dans la définition des droits y afférents sont régis par la présente convention lorsque :

1° au moins une des sociétés de capitaux qui fusionnent emploie, pendant la période de six mois précédant la publication du projet commun de fusion transfrontalière, un nombre moyen de travailleurs supérieur à cinq cents et est gérée selon un régime de participation au sens de la présente convention ;

ou

2° la législation nationale applicable à la société issue de la fusion transfrontalière des sociétés de capitaux ne prévoit pas au moins le même niveau de participation des travailleurs que celui qui s'applique aux sociétés de capitaux concernées dans le cadre de la fusion, mesuré en fonction de la proportion des représentants des travailleurs parmi les membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance, de leurs comités ou du groupe de direction qui gère les unités chargées d'atteindre des objectifs en termes de profit dans ces sociétés, à condition qu'il y ait une représentation des travailleurs ;

ou

3° la législation nationale applicable à la société issue de la fusion transfrontalière des sociétés de capitaux ne prévoit pas que les travailleurs des établissements de la société issue de la fusion transfrontalière situés dans d'autres États membres peuvent exercer les mêmes droits de participation que ceux dont bénéficient les travailleurs employés dans l'État membre où le siège statutaire de la société issue de la fusion transfrontalière est établi.

Commentaire

- a. L'article 16.1 de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2006 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux prévoit qu'en principe, "la société issue de la fusion transfrontalière est soumise aux règles éventuelles relatives à la participation des travailleurs qui sont en vigueur dans l'État membre où son siège statutaire est établi".

Toutefois, ces règles éventuelles ne s'appliquent pas dans les trois cas établis par l'article 16.2 de la directive 2005/56/CE, tel que transposé par le présent article. Dans ces cas, sont d'application les règles régissant la participation des travailleurs dans les sociétés européennes telles qu'énumérées par la directive 2005/56/CE. Les articles 6 à 31 de la présente convention reprennent en conséquence les règles de la directive 2001/86/CE du Conseil du 8 octobre 2001 telles qu'elles ont été transposées par la convention collective de travail n° 84 du 6 octobre 2004 concernant l'implication des travailleurs dans la société européenne.

- b. Par ailleurs, dans les cas déterminés par le présent article, la participation des travailleurs et leur implication dans la définition des droits y afférents sont réglementées conformément aux principes et modalités prévus à l'article 12, §§ 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne (SE).

L'article 12, §§ 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 prévoit :

- qu'une société européenne ne peut être immatriculée que si un accord sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs, ou si une décision du groupe spécial de négociation de ne pas entamer des négociations, de les clore et de se fonder sur la réglementation relative à l'information et à la consultation des travailleurs en vigueur dans les États membres où la société européenne emploie des travailleurs a été prise, ou encore si la période pour mener les négociations est arrivée à expiration sans qu'un accord n'ait été conclu ;
- que pour qu'une société européenne puisse être immatriculée dans un État membre ayant fait usage de la faculté visée à l'article 7.3 de la directive 2001/86/CE (les États membres peuvent prévoir que les dispositions de référence pour la participation ne s'appliquent pas dans les cas d'une société européenne constituée par fusion), il faut qu'un accord sur les modalités relatives à l'implication des travailleurs, y compris la participation, ait été conclu, ou qu'aucune des sociétés participantes n'ait été régie par des règles de participation avant l'immatriculation de la société européenne ;

- que les statuts de la société européenne ne doivent à aucun moment entrer en conflit avec les modalités relatives à l'implication des travailleurs qui ont été fixées. Lorsque de nouvelles modalités fixées conformément à la directive 2001/86/CE entrent en conflit avec les statuts existants, ceux-ci sont modifiés dans la mesure nécessaire.

En pareil cas, un État membre peut prévoir que l'organe de direction ou l'organe d'administration de la société européenne a le droit d'apporter des modifications aux statuts sans nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires.

L'article 7.3 de la directive 2001/86/CE visé à l'article 12.3 du règlement (CE) n° 2157/2001 n'a pas été transposé en droit belge.

L'article 12.4 du règlement (CE) n° 2157/2001 a été transposé en droit belge par un nouvel article 877 du Code des sociétés introduit par l'article 31 de l'arrêté royal du 1^{er} septembre 2004 portant exécution du règlement (CE) n° 2157/2001 du Conseil du 8 octobre 2001 relatif au statut de la société européenne. Cet arrêté royal insère un Livre XV - La Société européenne - dans le Code des sociétés. Ce nouvel article 877 prévoit que dans les cas prévus à l'article 12.4, alinéa 1^{er} du règlement (CE) n° 2157/2001, le conseil d'administration ou le conseil de direction a le droit d'apporter des modifications au statut sans nouvelle décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Article 3

Des modalités relatives à la participation des travailleurs doivent être arrêtées, selon la procédure prévue par la présente convention, dans les sociétés issues d'une fusion transfrontalière des sociétés de capitaux qui satisfont aux conditions fixées à l'article 2 ainsi qu'aux chapitres IV et V de la présente convention.

Les modalités relatives à la participation des travailleurs doivent couvrir l'ensemble de la société issue de la fusion transfrontalière des sociétés de capitaux. Ceci est limité aux entreprises et établissements situés dans les États membres, à moins que l'accord visé au chapitre V prévoit de couvrir d'autres États que les États membres.

Commentaire

L'accord visé au second alinéa de l'article 3 ne sortit ses effets que dans la mesure où le droit belge est déclaré applicable à la société issue de la fusion transfrontalière des sociétés de capitaux en vertu de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux.

CHAPITRE 11 - DÉFINITIONS

Article 4

§ 1er. Aux fins de la présente convention, on entend, conformément à la directive précitée par :

1° "sociétés de capitaux" :

- a) une société telle que visée à l'article 1er de la première directive 68/151/CEE du Conseil du 9 mars 1968 tendant à coordonner, pour les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58, deuxième alinéa du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers ;
- b) une société avec un capital social, jouissant de la personnalité juridique, possédant un patrimoine séparé qui répond à lui seul des dettes de la société et soumise par sa législation nationale à des conditions de garanties telles qu'elles sont prévues par la directive 68/151/CEE, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers.

2° "fusion", l'opération par laquelle :

- a) une ou plusieurs sociétés transfèrent, par suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine, activement et passivement, à une autre société préexistante - la société absorbante - moyennant l'attribution à leurs associés de titres ou de parts représentatifs du capital social de l'autre société et éventuellement d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable de ces titres ou parts ;

ou

- b) deux ou plusieurs sociétés transfèrent, par suite et au moment de leur dissolution sans liquidation, l'ensemble de leur patrimoine, activement et passivement, à une société qu'elles constituent - la nouvelle société - moyennant l'attribution à leurs associés de titres ou de parts représentatifs du capital social de cette nouvelle société et éventuellement d'une soulte en espèces ne dépassant pas 10 % de la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, du pair comptable de ces titres ou parts ;

ou

- c) une société transfère, par suite et au moment de sa dissolution sans liquidation, l'ensemble de son patrimoine, activement et passivement, à la société qui détient la totalité des titres ou des parts représentatifs de son capital social.

§ 2 Aux fins de la présente convention, on entend, en outre, par :

- 1° "société issue de la fusion transfrontalière : la société résultant de la fusion de sociétés de capitaux constituées en conformité avec la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur d'un État membre, si deux d'entre elles au moins relèvent de la législation d'États membres différents.
- 2° "sociétés de capitaux participantes" : les sociétés de capitaux participant directement à la fusion transfrontalière.

Est considérée comme participant directement à la fusion transfrontalière, la société de capitaux dont les actionnaires deviendront actionnaires de la société issue de la fusion transfrontalière suite à la constitution de celle-ci ou qui deviendra elle-même actionnaire de la société issue de la fusion transfrontalière.

- 3° "filiale" : on entend par filiale d'une société de capitaux, une entreprise sur laquelle ladite société exerce une influence dominante, par exemple du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

L'exercice d'une influence dominante est présumé établi jusqu'à preuve du contraire, lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement :

a) peut nommer plus de la moitié des membres du conseil d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise ;

ou

b) dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise

ou

c) détient la majorité des parts du capital souscrit de l'entreprise.

Lorsque plusieurs entreprises d'un groupe satisfont à l'une des conditions mentionnées au deuxième alinéa, l'entreprise qui satisfait à la condition figurant au point a) est présumée exercer l'influence dominante. Si aucune entreprise ne satisfait à la condition figurant au point a), l'entreprise qui satisfait à la condition figurant au point b) est présumée exercer l'influence dominante.

Pour l'application du deuxième alinéa, les droits de vote et de nomination que détient l'entreprise qui exerce le contrôle comprennent ceux de toute autre entreprise qu'elle contrôle et de toute personne ou de tout organisme agissant en son nom, mais pour le compte de l'entreprise qui exerce le contrôle ou de toute entreprise qu'elle contrôle.

Une influence dominante n'est pas présumée établie en raison du seul fait qu'une personne mandatée exerce ses fonctions, en vertu de la législation d'un État membre relative à la liquidation, à la faillite, à l'insolvabilité, à la cession de paiements, au concordat ou à une procédure analogue.

Nonobstant les alinéas 1 et 2, une entreprise n'est pas une "entreprise qui exerce le contrôle" d'une autre entreprise dont elle détient les participations lorsqu'il s'agit d'une société visée à l'article 3, paragraphe 5 point a) ou c) du règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil européen du 21 décembre 1989, relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises.

4° "filiale ou établissement concerné" : une filiale ou un établissement d'une société de capitaux participante, qui devient une filiale ou un établissement de la société issue de la fusion transfrontalière lors de sa constitution, et qui est situé dans un État membre.

Doivent être considérés comme filiale ou établissement concerné, pour autant que puisse être établie l'influence dominante définie au § 2, 3° du présent article :

- * les filiales directes des sociétés de capitaux participantes relevant ou non du même droit national ;
 - * les établissements directs des sociétés de capitaux participantes, situés ou non dans le même État membre ;
 - * les filiales indirectes des sociétés de capitaux participantes, c'est-à-dire les filiales de filiales directes de sociétés de capitaux participantes et les filiales de filiales indirectes ;
 - * les établissements indirects des sociétés de capitaux participantes, c'est-à-dire les établissements des filiales indirectes de ces sociétés.
- 5° "groupe spécial de négociation" : le groupe constitué conformément à l'article 7 afin de négocier avec l'organe compétent des sociétés de capitaux participant à la fusion transfrontalière la fixation des modalités relatives à la participation des travailleurs au sein de la société issue de la fusion transfrontalière.
- 6° "participation" : l'influence qu'a l'organe représentant les travailleurs et/ou les représentants des travailleurs sur les affaires d'une société :
- * en exerçant leur droit d'élire ou de désigner certains membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société
- ou
- * en exerçant leur droit de recommander la désignation d'une partie ou de l'ensemble des membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société et/ou de s'y opposer.
- 7° "travailleurs" : les personnes qui en vertu d'un contrat de travail ou d'apprentissage, fournissent des prestations de travail.

8° "États membres" : les États membres de l'Union européenne et les autres États membres de l'espace économique européen, visés par la directive.

Commentaire

- a. Pour l'application du § 1^{er}, 1^o, a) du présent article, il y a lieu de rappeler que l'article 1er de la directive 68/151/CEE prévoit que "les mesures de coordination prescrites par la présente directive s'appliquent aux dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives aux formes de sociétés suivantes : pour la Belgique : la société anonyme, la société en commandite par actions, la société de personnes à responsabilité limitée."
- b. Pour l'application de la même disposition du présent article, il y a également lieu de rappeler que l'article 58, deuxième alinéa du traité est devenu l'article 48, deuxième alinéa du nouveau traité instituant la Communauté européenne et est libellé comme suit : "Par société, on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas un but lucratif".
- c. Pour l'application de la présente convention, les notions d'établissement concerné et d'établissement, visées au § 2, 4^o du présent article, sont uniquement des notions génériques de droit européen.

CHAPITRE III - DÉTERMINATION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS

Article 5

Aux fins de la présente convention, les effectifs sont fixés d'après le nombre moyen de travailleurs occupés dans les sociétés de capitaux participant à la fusion transfrontalière situées en Belgique, y compris les travailleurs à temps partiel, employés au cours des deux années précédant le jour de la mise en œuvre de la procédure visée à l'article 6.

Le nombre moyen de travailleurs occupés en Belgique se calcule conformément aux dispositions relatives aux modalités de calcul de ce nombre moyen, à l'exclusion des règles de pondération, fixées par la réglementation relative aux élections sociales adoptée en exécution de l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Commentaire

L'extension des droits de participation, visée à l'article 2, 3° de la présente convention, aux travailleurs de la société issue de la fusion transfrontalière occupés dans un autre État membre que l'État où le siège statutaire de cette société est établi, n'entraîne aucune obligation pour cet État membre de prendre ces travailleurs en compte dans le calcul des seuils d'effectifs qui donnent lieu aux droits de participation en vertu de leur législation nationale.

CHAPITRE IV - PROCEDURE PREALABLE ET GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION

Section I - Mise en œuvre de la procédure et délivrance d'informations préliminaires

Article 6

- § 1er. Lorsque les organes de direction ou d'administration des sociétés de capitaux participantes établissent le projet commun de fusion transfrontalière, ils prennent, dès que possible après la publication du projet commun de fusion transfrontalière, les mesures nécessaires, y compris la communication d'informations, pour engager des négociations avec les représentants des travailleurs des sociétés de capitaux participantes et des filiales ou établissements concernés sur les modalités relatives à la participation des travailleurs dans la société issue de la fusion transfrontalière.
- § 2. Aux fins de la présente disposition, sont considérées comme informations, celles portant sur les procédures suivant lesquelles les modalités relatives à la participation des travailleurs sont fixées dans le projet commun de fusion transfrontalière telles que visées à l'article 5, j) de la directive 2005/56/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 sur les fusions transfrontalières des sociétés de capitaux, ainsi que les informations concernant l'identité des sociétés de capitaux participantes, de toutes leurs filiales et établissements, ainsi que le nombre de travailleurs des sociétés de capitaux participantes et de leurs filiales ou établissements.

Ces informations sont ventilées par sociétés de capitaux participantes, filiales et établissements de ces sociétés de capitaux participantes. Les informations portent en outre sur le nombre de travailleurs des sociétés de capitaux participantes concernés par un système de participation et sur leur proportion par rapport au total de travailleurs occupés par ces sociétés de capitaux participantes.

§ 3. Ces informations sont transmises aux représentants des travailleurs de toutes les sociétés de capitaux participantes et de toutes les filiales ou de tous les établissements concernés. À défaut de représentants des travailleurs des sociétés de capitaux participantes ou des filiales ou établissements concernés, ces informations sont transmises aux travailleurs de ces sociétés de capitaux participantes ou filiales ou établissements concernés.

Section II - Groupe spécial de négociation

Sous-section I - Création d'un groupe spécial de négociation

Article 7

Une fois la procédure mise en oeuvre conformément à l'article 6, un groupe spécial de négociation représentant les travailleurs des sociétés de capitaux participantes et des filiales ou établissements concernés est constitué.

Sous-section II - Esprit de coopération

Article 8

Les organes compétents des sociétés de capitaux participantes et le groupe spécial de négociation négocient dans un esprit de coopération en vue de parvenir à un accord sur les modalités relatives à la participation des travailleurs au sein de la société issue de la fusion transfrontalière.

Sous-section III - Composition du groupe spécial de négociation

Article 9

- § 1er. Les membres du groupe spécial de négociation sont élus ou désignés selon les règles en vigueur dans les législations nationales applicables, en proportion du nombre de travailleurs occupés dans chaque État membre par les sociétés de capitaux participantes et les filiales ou établissements concernés. Pour chaque État membre est attribué un mandat par tranche de travailleurs occupés dans cet État membre qui représente 10 % du nombre de travailleurs occupés par les sociétés de capitaux participantes et les filiales ou établissements concernés dans l'ensemble des États membres, ou une fraction de ladite tranche.
- § 2. Lorsqu'une ou plusieurs sociétés de capitaux participantes cessent d'avoir une existence juridique propre après l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière, les travailleurs de ces sociétés de capitaux participantes sont représentés au sein du groupe spécial de négociation par un membre supplémentaire selon les règles et conditions suivantes :
- 1° ces travailleurs ne doivent pas disposer d'un représentant direct au groupe spécial de négociation en application des règles visées au § 1er du présent article ;
 - 2° la composition du groupe spécial de négociation ne peut entraîner une double représentation de ces travailleurs ;
 - 3° l'attribution de mandats supplémentaires ne peut entraîner une augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats attribués conformément aux règles visées au § 1er du présent article.

Si, en application du présent paragraphe, le nombre de sociétés de capitaux participantes cessant d'avoir une existence juridique suite à l'opération de fusion transfrontalière est plus élevé que le nombre de mandats supplémentaires disponibles, les mandats supplémentaires sont attribués à des sociétés de capitaux participantes d'États membres différents, par ordre décroissant en fonction du nombre de travailleurs que ces sociétés de capitaux participantes occupent.

Commentaire

- a. Pour l'application du § 1er du présent article, chaque État membre dans lequel des travailleurs sont occupés par une société de capitaux participante et/ou une filiale ou établissement concerné, est représenté au groupe spécial de négociation.

Par exemple, si dans un État membre, la proportion des travailleurs occupés par rapport au nombre total des travailleurs est inférieure à 10 %, un mandat sera accordé à cet État. De même, si cette proportion atteint 10 %, un mandat sera accordé à cet État. Si cette proportion dépasse 10 % sans excéder 20 %, deux mandats sont attribués. Une proportion supérieure à 20 % donne droit à trois mandats.

- b. En ce qui concerne le § 2, 1° du présent article, est un représentant direct au groupe spécial de négociation, le représentant provenant d'une société de capitaux participante concernée par la fusion.
- c. Quelques exemples pratiques sont repris en annexe.

Sous-section IV - Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique et constitution d'une liste de réserve

Article 10

- § 1er. Les dispositions du présent article visent la désignation des membres-travailleurs du groupe spécial de négociation institué en Belgique ou dans un autre État membre.
- § 2. En principe, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation occupés en Belgique sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs occupés en Belgique siégeant aux conseils d'entreprise des sociétés de capitaux participantes et de leurs filiales ou établissements concernés. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par et parmi les représentants des travailleurs siégeant aux comités pour la prévention et la protection au travail. A défaut d'accord entre ces représentants, les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation sont désignés par la majorité de ceux-ci.

A défaut de conseil d'entreprise et de comité pour la prévention et la protection au travail, chaque commission paritaire peut autoriser les délégations syndicales des sociétés de capitaux participantes ou des filiales ou établissements concernés relevant de sa compétence sectorielle à désigner les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation.

A défaut de conseil d'entreprise ou de comité pour la prévention et la protection au travail dans les sociétés de capitaux participantes ou les filiales ou établissements concernés situés en Belgique, et à défaut d'autorisation de la commission paritaire, les travailleurs de la société de capitaux participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné ont le droit d'élire ou de désigner les membres-travailleurs du groupe spécial de négociation.

- § 3. La délégation des membres-travailleurs peut comprendre un représentant des organisations représentatives des travailleurs, qu'il soit ou non occupé par une société de capitaux participante ou une filiale ou un établissement concerné.

Article 11

Si les conditions établies à l'article 9, § 2 de la présente convention sont réunies, le ou les membres-travailleurs supplémentaires sont désignés conformément à l'article 10 de la présente convention.

Article 12

Afin d'assurer la continuité au sein du groupe spécial de négociation en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de la société de capitaux participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre du groupe spécial de négociation, une liste de réserve est constituée.

Les personnes figurant dans cette liste de réserve sont désignées selon la même procédure que les membres du groupe spécial de négociation.

Cette liste est composée d'un remplaçant par État membre.

Sous-section V - Réaménagement de la composition du groupe spécial de négociation

Article 13

Lorsque les organes de direction ou d'administration des sociétés de capitaux participantes modifient le projet commun de fusion transfrontalière afin d'y inclure de nouvelles sociétés de capitaux participantes ou filiales ou établissements concernés ou d'en exclure certaines ou certains visés par le projet commun de fusion transfrontalière initial, il y a lieu de procéder à une nouvelle information en application de l'article 6 de la présente convention et de constituer un nouveau groupe spécial de négociation, conformément aux articles 9 et suivants de la présente convention.

Sous-section VI - Information sur les noms des membres du groupe spécial de négociation et réunions

Article 14

Les organes compétents des sociétés de capitaux participantes situés en Belgique sont informés des noms des membres du groupe spécial de négociation et des noms figurant dans la liste de réserve. Ils en informent les directions des filiales ou établissements concernés.

Une fois qu'ils ont été informés conformément à l'alinéa premier de la présente disposition, les organes compétents des sociétés de capitaux participantes situés en Belgique convoquent une première réunion avec le groupe spécial de négociation.

Article 15

Le groupe spécial de négociation a le droit d'organiser, moyennant accord des organes compétents des sociétés de capitaux participantes situés en Belgique, des réunions préparatoires précédant les réunions avec ces organes compétents.

Sous-section VII - Compétence du groupe spécial de négociation

Article 16

- § 1er. Le groupe spécial de négociation a pour tâche de fixer, avec les organes compétents des sociétés de capitaux participantes, par un accord écrit, les modalités relatives à la participation des travailleurs au sein de la société issue de la fusion transfrontalière.
- § 2. A cet effet, chaque organe compétent de chacune des sociétés de capitaux participantes informe le groupe spécial de négociation du projet et du déroulement réel du processus de fusion transfrontalière jusqu'à l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière.
- § 3. En outre, le groupe spécial de négociation a pour tâche d'exercer les missions qui lui sont conférées dans le cadre des dispositions de référence pour la participation visées aux articles 24 à 31 de la présente convention.

Pour l'application des dispositions de référence pour la participation visées aux articles 26 à 31 ainsi que pour l'application des articles 32 et 33 de la présente convention, le groupe spécial de négociation prend la dénomination d'organe de représentation.

Commentaire

La participation des travailleurs visée au § 1er de la présente disposition recouvre les modalités de participation des travailleurs dans l'entreprise ou le groupe d'entreprises dont la société issue de la fusion transfrontalière est la société dominante.

Le § 2 de la présente disposition a pour objectif de permettre, par exemple, au groupe spécial de négociation de constater un éventuel besoin de recombinaison à la suite des changements intervenus dans la configuration initialement envisagée de l'opération de fusion transfrontalière.

Sous-section VIII - Fonctionnement

Article 17

A sa demande, aux fins des négociations, le groupe spécial de négociation peut être assisté par des experts de son choix, notamment des représentants des organisations des travailleurs au niveau communautaire. Ces experts peuvent assister, à titre consultatif, aux réunions de négociation, à la demande du groupe spécial de négociation, le cas échéant pour promouvoir la cohérence au niveau communautaire.

Le groupe spécial de négociation peut décider d'informer les représentants d'organisations extérieures appropriées, y compris des organisations de travailleurs, du début des négociations.

Le groupe spécial de négociation règle avec les organes compétents des sociétés de capitaux participantes les modalités pratiques de la présence des experts aux réunions.

La prise en charge financière par les sociétés de capitaux participantes est limitée à un seul expert, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 18

Le groupe spécial de négociation peut décider d'arrêter les négociations avec les organes compétents des sociétés de capitaux participantes ou de ne pas les entamer et de se fonder sur les règles de participation des travailleurs en vigueur dans l'État membre où le siège statutaire de la société issue de la fusion transfrontalière sera établi.

Cette décision doit être prise à la majorité de deux-tiers des membres représentant au moins les deux-tiers des travailleurs, comportant les voix de membres représentant les travailleurs occupés dans au moins deux États membres.

Lorsqu'une telle décision est prise, les dispositions de référence ne sont pas applicables.

Sauf accord contraire entre le groupe spécial de négociation et les organes compétents des sociétés de capitaux participantes, le groupe spécial de négociation est dissous.

Article 19

Les dépenses relatives au fonctionnement du groupe spécial de négociation et aux négociations sont supportées par les sociétés de capitaux participantes de manière à permettre au groupe spécial de négociation de s'acquitter de sa mission d'une façon appropriée.

Article 20

Les décisions du groupe spécial de négociation se prennent à la majorité absolue des membres. Cette majorité doit représenter la majorité absolue des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation.

Chaque membre dispose d'une voix.

Les décisions du groupe spécial de négociation portant sur un accord prévoyant de réduire les droits de participation par rapport à ceux existant au sein des sociétés de capitaux participantes se prennent à la majorité des deux-tiers des membres du groupe spécial de négociation représentant au moins deux-tiers des travailleurs représentés au groupe spécial de négociation, comportant les voix des membres représentant des travailleurs occupés dans au moins deux États membres, lorsque au moins 25 % du nombre total des travailleurs occupés par les sociétés de capitaux participantes bénéficient d'un système de participation.

Aux fins de la présente disposition, on entend par réduction des droits de participation, une proportion de représentants des travailleurs siégeant au sein de l'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion transfrontalière ou de membres de ces organes pour lesquels les représentants des travailleurs peuvent recommander la désignation ou s'y opposer, inférieure à la proportion qui, au sein des sociétés de capitaux participantes, est la plus élevée.

Sous-section IX - Durée des négociations

Article 21

- § 1er. Les négociations débutent dès que le groupe spécial de négociation est valablement constitué et peuvent se poursuivre pendant les six mois qui suivent la première réunion entre le groupe spécial de négociation valablement constitué et les organes compétents des sociétés de capitaux participantes.
- § 2. Le groupe spécial de négociation et les organes compétents des sociétés de capitaux participantes peuvent décider, d'un commun accord, de prolonger les négociations au-delà de la période visée au § 1er, jusqu'à un an au total, à partir de la première réunion entre le groupe spécial de négociation et les organes compétents des sociétés de capitaux participantes.

CHAPITRE V - CONTENU DE L'ACCORD

Article 22

L'accord porte sur l'institution des modalités de participation, pour la société issue de la fusion transfrontalière ayant son siège en Belgique.

L'accord doit être écrit. Il doit être signé par les représentants des organes compétents des sociétés de capitaux participantes ainsi que par les membres du groupe spécial de négociation qui l'approuvent. Il est daté.

Article 23

L'accord sur l'institution des modalités de participation, pour la société issue de la fusion transfrontalière ayant son siège en Belgique, fixe au moins :

- 1 ° le champ d'application de l'accord ;

- 2° la teneur des modalités de participation, y compris, le cas échéant, le nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion transfrontalière que les travailleurs auront le droit d'élire, de désigner, de recommander ou à la désignation desquels ils pourront s'opposer, les procédures à suivre pour que les travailleurs puissent élire, désigner ou recommander ces membres ou s'opposer à leur désignation, ainsi que leurs droits ;
- 3° la date d'entrée en vigueur de l'accord et sa durée, les cas dans lesquels l'accord devrait être renégocié et la procédure pour sa renégociation.

L'accord stipule qu'il remplit les conditions de majorité fixées à l'article 20 de la présente convention. Il constate la proportion de travailleurs représentée par chaque membre du groupe spécial de négociation.

Commentaire

En ce qui concerne le 3° du présent article, les parties peuvent entre autres convenir des règles à respecter en ce qui concerne les changements de structure de la société issue de la fusion transfrontalière, les modifications importantes de l'effectif ou le changement de localisation du siège de la société issue de la fusion transfrontalière.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS DE REFERENCE

Section I - Conditions d'application des dispositions de référence

Article 24

§ 1er. Il est fait application des dispositions de référence pour la participation des travailleurs dans la société issue de la fusion transfrontalière à compter de la date de son immatriculation en Belgique lorsque :

- 1 ° les organes compétents des sociétés de capitaux participantes et le groupe spécial de négociation le décident ;

ou

2° lorsque, dans le délai visé à l'article 21, aucun accord n'a été conclu et

- que l'organe compétent de chacune des sociétés de capitaux participantes décide d'accepter l'application des dispositions de référence visées aux articles 24 à 31 et de poursuivre ainsi l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière ;

et

- que le groupe spécial de négociation n'a pas pris la décision visée à l'article 18 de ne pas entamer des négociations ou de clore des négociations déjà entamées.

ou

3° lorsque l'organe compétent de chacune des sociétés de capitaux participantes choisit sans négociation préalable d'être directement soumis aux dispositions de référence pour les participations telles que fixées par la législation de l'État membre dans lequel le siège de la société issue de la fusion transfrontalière sera établi et de respecter ces dispositions à compter de la date d'immatriculation.

Toutefois, dans tous les cas où il y avait plus d'une forme de participation au sein des différentes sociétés de capitaux participantes, un groupe spécial de négociation est néanmoins constitué conformément à l'article 7 et l'article 25 de la présente convention s'applique.

§ 2. En outre, les dispositions de référence pour la participation des travailleurs dans la société issue de la fusion transfrontalière ne s'appliquent que :

1° si, avant l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des sociétés de capitaux participantes en couvrant au moins 33 1/3 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des sociétés de capitaux participantes ;

ou

- 2° si, avant l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière, une ou plusieurs formes de participation s'appliquaient dans une ou plusieurs des sociétés de capitaux participantes en couvrant moins de 33 1/3 % du nombre total des travailleurs occupés dans l'ensemble des sociétés de capitaux participantes et si le groupe spécial de négociation en décide ainsi.

Article 25

Dans tous les cas où il y a application, en vertu de l'article 24, des dispositions de référence pour la participation des travailleurs dans la société issue de la fusion transfrontalière et s'il y avait plus d'une forme de participation au sein des différentes sociétés de capitaux participantes, le groupe spécial de négociation décide laquelle de ces formes doit être instaurée dans la société issue de la fusion transfrontalière. Cette décision se prend dans le respect des conditions de majorité fixées à l'article 20 de la présente convention.

Le groupe spécial de négociation informe les organes compétents des sociétés de capitaux participantes des décisions prises au titre du présent article.

Section II - Dispositions de référence pour la participation

Article 26

Les travailleurs de la société issue de la fusion transfrontalière, de ses filiales et établissements et/ou leur organe de représentation ont le droit d'élire, de désigner, de recommander ou de s'opposer à la désignation d'un nombre de membres de l'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion transfrontalière égal à la plus élevée des proportions en vigueur dans les sociétés de capitaux participantes concernées avant l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière.

Article 27

Si aucune des sociétés de capitaux participantes n'était régie par des règles de participation avant l'immatriculation de la société issue de la fusion transfrontalière, cette dernière n'est pas tenue d'instaurer des dispositions en matière de participation des travailleurs.

Article 28

- § 1er. L'organe de représentation décide de la répartition des sièges au sein de l'organe de surveillance ou d'administration entre les membres représentant les travailleurs des différents États membres ou de la façon dont les travailleurs de la société issue de la fusion transfrontalière peuvent recommander la désignation des membres de ces organes ou s'y opposer.
- § 2. La répartition des sièges s'effectue en fonction de la proportion des travailleurs de la société issue de la fusion transfrontalière occupés par la société issue de la fusion transfrontalière et ses filiales et établissements dans chaque État membre.
- § 3. Si la répartition des sièges ne permet pas de représenter les travailleurs d'un ou plusieurs États membres, un des sièges leur sera néanmoins alloué par l'organe de représentation, d'abord à l'État du siège de la société issue de la fusion transfrontalière, ensuite si cet État est déjà représenté, à celui des autres États membres, non encore représentés, qui compte le plus grand nombre de travailleurs.
- § 4. Lorsqu'il y a lieu à application du § 3, la réattribution du siège s'effectue selon l'une des trois modalités suivantes :
- 1° le siège réattribué sera un des sièges attribués initialement à l'État membre en comptant le plus ;
- ou
- 2° il convient de procéder à la répartition proportionnelle de tous les sièges moins un. Le siège ainsi réservé est réattribué ;
- ou
- 3° le règlement d'ordre intérieur de l'organe de représentation fixe les règles à suivre afin de déterminer le siège à réattribuer.

Article 29

Les membres-travailleurs de l'organe de surveillance ou d'administration occupés en Belgique sont désignés ou élus conformément à l'article 10 de la présente convention.

Article 30

Afin d'assurer la continuité au sein de l'organe de surveillance ou d'administration en cas de décès, d'incapacité de travail prolongée, de maternité, de départ de la société de capitaux participante ou de la filiale ou de l'établissement concerné, de démission du membre, ou de perte du mandat national qui constitue la base de la désignation ou de l'élection en tant que membre de l'organe d'administration ou de surveillance, une liste de réserve est constituée.

Les membres figurant dans cette liste de réserve sont désignés selon la même procédure que les membres de l'organe de surveillance ou d'administration.

Cette liste est composée d'un remplaçant par mandat.

Article 31

Tout membre de l'organe de surveillance ou d'administration de la société issue de la fusion transfrontalière qui a été élu, désigné ou recommandé par l'organe de représentation ou élu ou désigné par les représentants des travailleurs ou par les travailleurs en est membre de plein droit, avec les mêmes droits et obligations que les membres représentant les actionnaires, y compris le droit de vote.

CHAPITRE VU - DISPOSITIONS DIVERSES

Section I - Fonctionnement de l'organe de représentation et des modalités de participation des travailleurs

Article 32

L'organe compétent de la société issue de la fusion transfrontalière situé en Belgique et l'organe de représentation travaillent dans un esprit de coopération dans le respect de leurs droits et obligations réciproques.

Il en va de même pour la coopération entre l'organe compétent de la société issue de la fusion transfrontalière situé en Belgique et les membres de l'organe de représentation de négociation dans le cadre des modalités de participation des travailleurs.

Section II - Moyens à consentir aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs, occupés en Belgique, des filiales et établissements de la société issue de la fusion transfrontalière

Article 33

Le temps et les moyens nécessaires doivent être accordés aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs de l'ensemble des unités techniques d'exploitation situées en Belgique, qui ressortissent au champ d'application de l'organe de représentation, pour permettre aux membres de l'organe de représentation d'informer les représentants des travailleurs de l'ensemble des unités techniques d'exploitation sur la teneur des modalités de participation des travailleurs.

Section III-Statut

Article 34

Les membres du groupe spécial de négociation, les membres de l'organe de représentation et les représentants des travailleurs siégeant dans l'organe de surveillance ou d'administration d'une société issue de la fusion transfrontalière, occupés en Belgique, bénéficient dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes droits et de la même protection que les membres représentant les travailleurs au conseil d'entreprise, en particulier en ce qui concerne la participation aux réunions et aux éventuelles réunions préparatoires et le paiement de leur salaire pendant la durée d'absence nécessaire à l'exercice de leurs fonctions.

CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES

Article 35

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois.

L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-neuf avril deux mille huit.

Article 9 - Exemples pratiques

I. Exemple 1 - Les sociétés de capitaux A à F fusionnent et elles sont situées dans quatre États différents.

I. Exemple 1 - Les sociétés de capitaux A à F fusionnent et elles sont situées dans quatre États différents

Les sociétés de capitaux A à F fusionnent. Ces sociétés comptent au total 7.000 travailleurs. Pour chaque tranche de 10 % (700) ou une fraction de celle-ci, un siège est attribué par État membre, par sociétés de capitaux participantes et filiales ou établissements concernés.

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs Total par pays	% par rapport au total travailleur	Mandats
Belgique	Société A : 120	-	120	1,7 %	1 mandat
France	Société B : 500	Société C : 1.000	1.500	21,4%	3 mandats
Espagne	Société D : 5.000	Société E : 320	5.320	76 %	8 mandats
Luxembourg	-	Société F : 60	60	0,86 %	1 mandat
			7.000		13 mandats

B. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

1. Principe - Dans chaque État membre : un mandat par société de capitaux participante qui cessera d'exister juridiquement.

Pays	Nombre mandats par pays	Nombre mandats par pays	Total mandats par pays
Belgique	Société A : 1	0	1
France	Société B : 1	Société C : 1	2
Espagne	Société D : 1	Société E : 1	2
Luxembourg	0	Société F : 1	1
			6 mandats

2. Application des règles de non cumul et de réduction

Variante 1

a. Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le membre "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la société A : pas de mandat supplémentaire pour la Belgique (règle de représentation directe) ;
- en France, un représentant "ordinaire" au GSN est un "permanent" du secteur concerné (société B) et le second est un représentant d'une filiale de la société C : un seul mandat supplémentaire car pour la société B il y a double représentation, le "permanent" étant censé représenter les travailleurs de cette société B ;
- en Espagne les deux représentants "ordinaires" au GSN ont un mandat au sein de chacune des deux sociétés de capitaux participantes D et E : suivant la règle de représentation directe, l'Espagne n'a pas de mandat supplémentaire ;
- au Luxembourg, le représentant "ordinaire" au GSN est également un "permanent" du secteur : la règle de double représentation s'applique et il n'y a pas de mandat supplémentaire.

Au total : seul un mandat supplémentaire serait accordé à la société C.

b. Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 13 membres "ordinaires". Ne peuvent donc être attribués que 3 mandats supplémentaires. Ici, suite à l'application des règles qui précèdent, seul un siège supplémentaire peut être attribué. Il n'y a donc pas application de la règle de réduction des mandats supplémentaires.

Variante 2

a. Pas de représentant direct ni de double représentation

- en Belgique, le membre "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel d'une filiale de la société A : un mandat supplémentaire est accordé à la Belgique ;
- en France et en Espagne, les deux membres "ordinaires" au GSN sont également des représentants du personnel d'une filiale des sociétés de capitaux B et C et d'une filiale des sociétés de capitaux D et E : deux mandats supplémentaires sont octroyés à la France et deux mandats supplémentaires à l'Espagne ;

- au Luxembourg, le membre "ordinaire" au GSN est un "permanent" du secteur. La règle de double représentation s'applique et le Luxembourg n'a pas de mandat supplémentaire.

Au total, cinq mandats supplémentaires devraient en principe être attribués.

- b• Pas d'augmentation de plus de 20% du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires".

En application des règles de non cumul explicitées au point a. ci-dessus cinq mandats supplémentaires devraient être attribués.

Or, comme le GSN compte 13 membres "ordinaires", ne peuvent être attribués que 3 mandats supplémentaires.

Les mandats supplémentaires sont attribués "à des sociétés de capitaux d'États membres différents selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient".

Par conséquent :

- en Espagne, la société D compte 5.000 travailleurs et celle-ci a droit au premier mandat ;
- en France, la société C a 1.000 travailleurs et cette dernière a droit au deuxième mandat ;
- en Belgique, la société A ne compte que 120 travailleurs (alors que la société B occupe 500 travailleurs en France, mais la directive prévoit l'attribution des mandats supplémentaires à des sociétés de capitaux d'États membres différents) et elle obtient le troisième mandat supplémentaire.

II. Exemple 2 - Les sociétés de capitaux A à R fusionnent et elles sont situées dans trois États différents

A. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Pays	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs	Nombre de travailleurs total	% par rapport nombre total travailleurs	Mandats
Belgique	Société A 1.000	Société B 900	Société C 800	Société D 600	Société E 500	Société F 500	4.300	7,4 % : 1 mandat	
France	Société G 10.000	Société H 900	Société I 800	Société J 7.000	Société K 6.000	Société L 5.000	29.700	51,2 % : 6 mandats	
Royaume-Uni	Société M 4.000	Société N 3.000	Société O 2.000	Société P 1.000	Société Q 5.000	Société R 9.000	24.000	47,37 % : 5 mandats	
							58.000	12 mandats	

Annexe.

B. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

1. Principe - Dans chaque État membre : un mandat par société de capitaux participante

Pays	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Nombre mandats	Total mandats par pays
Belgique	Société A : 1	Société B : 1	Société C : 1	Société D : 1	Société E : 1	Société F : 1	6
France	Société G : 1	Société H : 1	Société I : 1	Société J : 1	Société K : 1	Société L : 1	6
Royaume-Uni	Société M : 1	Société N : 1	Société O : 1	Société P : 1	Société Q : 1	Société R : 1	6
							18 mandats

2. Application des règles de non cumul et de réduction

Variante 1

a. Pas de représentation directe ni de double représentation

- en Belgique, le représentant "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la société A : la société A "perd" donc son droit à un membre supplémentaire : reste pour la Belgique, la possibilité d'avoir cinq mandats supplémentaires ;
- en France, deux des six mandats "ordinaires" sont occupés par des représentants du secteur concerné (pour les sociétés de capitaux H et I), la société G est représentée par l'un des représentants du personnel de cette société, de même que les sociétés de capitaux J, K et L : la France n'a donc pas de mandat supplémentaire ;
- au Royaume-Uni, l'ensemble des membres "ordinaires" au GSN sont des délégués syndicaux du secteur concerné : le Royaume-Uni n'a donc pas de mandat supplémentaire.

Au total : cinq mandats supplémentaires seraient attribués.

Annexe.

- b- ~~Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires".~~

Le GSN compte 12 membres "ordinaires" soit une possibilité de 2 mandats supplémentaires. Seule la Belgique peut attribuer des mandats supplémentaires (il n'y a pas "d'Etats membres différents"), mais au lieu des cinq mandats résultant de l'application des règles qui précèdent, seuls deux seront effectivement accordés.

Variante 2

- a. ~~Pas de représentation directe ni de double représentation~~

- en Belgique, le représentant "ordinaire" au GSN est un représentant du personnel de la société A : la société A "perd donc son droit à un membre supplémentaire : reste pour la Belgique la possibilité d'avoir cinq mandats supplémentaires ;
- en France, les sociétés de capitaux H et I sont représentées par des délégués du secteur : elles n'ont donc pas droit à un mandat supplémentaire. Les sociétés de capitaux G, J, K et L sont représentées par des délégués issus de filiales et conservent chacune leur droit à un mandat supplémentaire (donc quatre mandats supplémentaires) ;
- au Royaume-Uni, les sociétés de capitaux N, O et P sont représentées par un délégué des secteurs, la société R par un délégué du personnel de l'entreprise et les sociétés de capitaux M et Q par les délégués de filiales : deux mandats supplémentaires devraient donc être attribués au Royaume-Uni.

Au total : onze mandats supplémentaires devraient être accordés.

- b. ~~Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires".~~

Le GSN compte 12 membres. Deux mandats supplémentaires peuvent être attribués. Ils sont accordés "à des sociétés de capitaux d'Etats membres différents selon l'ordre décroissant du nombre de travailleurs qu'elles emploient".

Soit pour la Belgique	:	Société B :	900 travailleurs
		Société C :	800 travailleurs
		Société D :	600 travailleurs
		Société E :	500 travailleurs
		Société F :	500 travailleurs

pour la France : Société G : 10.000 travailleurs
 Société J : 7.000 travailleurs
 Société K : 6.000 travailleurs
 Société L : 5.000 travailleurs

pour le Royaume-Uni : Société M : 4.000 travailleurs
Société Q : 5.000 travailleurs

Obtiennent donc les mandats supplémentaires, la société G et la société Q.

III. Exemple 3 - Les sociétés de capitaux A à R fusionnent et elles sont situées dans dix États différents

A. Variante 1

1. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs total par pays	% par rapport total travailleurs	Mandats
Belgique	Société A : 120	Société B : 150	270	4,2 % : 1 mandat	
France	Société C : 500	Société D : 600	1.100	17,3 % : 2 mandats	
Allemagne	Société E : 550	Société F : 450	1.000	15,7 % : 2 mandats	
Pays-Bas	-	Société G : 400	400	6,3 % : 1 mandat	
Autriche	Société H : 350	Société I : 400	750	11,8 % : 2 mandats	
Espagne	Société J : 600	Société K : 150	750	11,8 % : 2 mandats	
Italie	Société L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandat	
Royaume-Uni	Société M : 100	Société N : 440	540	8,5 % : 1 mandat	
Irlande	Société O : 60	Société P : 540	600	9,4 % : 1 mandat	
Suède	Société Q : 520	Société R : 100	620	9,7 % : 1 mandat	
			6.355	14 mandats	

Annexe.

2. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

- a. Principe - Dans chaque État membre : un mandat supplémentaire par société de capitaux participante qui cesse d'exister juridiquement

Belgique	:	2 mandats
France	:	2 mandats
Allemagne	:	2 mandats
Pays-Bas	:	1 mandat
Autriche	:	2 mandats
Espagne	:	2 mandats
Italie	:	1 mandat
Royaume-Uni	:	2 mandats
Irlande	:	2 mandats
Suède	:	2 mandats
		<hr/>
		18 mandats

- b. Application des règles de non cumul et de réduction

1) Pas de représentation directe ni de double représentation

Dans tous les États concernés, les travailleurs des sociétés de capitaux participantes objet de la fusion sont représentés par un délégué des travailleurs d'une filiale. Chacune conserve donc son droit à ses mandats supplémentaires.

2) Pas d'augmentation de plus de 20 % du nombre de mandats par rapport au nombre de mandats "ordinaires"

Le GSN compte 14 membres "ordinaires" : ne peuvent donc être attribuées que 3 mandats supplémentaires.

Les sociétés de capitaux D (France) et J (Espagne) comptent chacune le plus de travailleurs (600) et obtiennent les deux premiers mandats. Le troisième est attribué à la société E qui occupe 550 travailleurs (Allemagne).

B. Variante 2

1. Calcul du nombre de membres "ordinaires" du GSN

Soit l'exemple précédent mais le nombre de travailleurs a été modifié dans les sociétés de capitaux C et D (France), E et F (Allemagne), J et K (Espagne) et Q et R (Suède).

Pays	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs	Nombre travailleurs total par pays	% par rapport total travailleurs	Mandats
Belgique	Société A : 120	Société B : 150	270	4,2 % : 1 mandat	
France	Société C : 550	Société D : 550	1.100	17,3% : 2 mandats	
Allemagne	Société E : 530	Société F : 470	1.000	15,7% : 2 mandats	
Pays-Bas	-	Société G : 400	400	6,3 % : 1 mandat	
Autriche	Société H : 350	Société I : 400	750	11,8 % : 2 mandats	
Espagne	Société J : 500	Société K : 250	750	11,8 % : 2 mandats	
Italie	Société L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandat	
Royaume-Uni	Société M : 100	Société N : 440	540	8,5 % : 1 mandat	
Irlande	Société O : 60	Société P : 540	600	9,4 % : 1 mandat	
Suède	Société Q : 530	Société R : 90	620	9,7 % : 1 mandat	
			6.355	14 mandats	

2. Calcul du nombre de mandats supplémentaires

- a. Principe - Dans chaque État membre : un mandat supplémentaire par société de capitaux participante qui cessera d'exister juridiquement

Soit, comme dans la variante 1:18 mandats.

Annexe.

b. Application des règles de non cumul et de réduction

1) Pas de représentat¹ directe ni de double représentation

Dans tous les États concernés, les travailleurs des sociétés de capitaux participantes objet de la fusion sont représentés par un délégué des travailleurs d'une filiale. Chacune conserve son droit à des mandats supplémentaires.

2) Pas d'augmentation de plus de 20% du nombre de mandats par rapport au nombre de mandat "ordinaires"

Trois mandats supplémentaires peuvent être attribués :

- les sociétés de capitaux C et D, toutes deux situées en France, comptent chacune 550 travailleurs : la France devra donc organiser un système pour qu'un seul membre supplémentaire soit désigné (la directive prévoit que les mandats sont attribués à des sociétés de capitaux d'États membres différents) ;
- la société P, en Irlande, occupe 540 travailleurs et reçoit le deuxième mandat ;
- la société E en Allemagne et la société Q en Suède ont chacune 530 travailleurs : ici la directive ne fixe aucune règle permettant de déterminer quelle société de capitaux recevra le mandat¹.

¹ On peut éventuellement songer à la société située dans l'État membre dans lequel le nombre total de travailleurs occupés est le plus élevé.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
CHAPITRE I - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION (Articles 1 er à 3)	2
CHAPITRE II - DEFINITIONS (Article 4)	6
CHAPITRE III - DETERMINATION DU NOMBRE DE TRAVAILLEURS (Articles 5)	10
CHAPITRE IV - PROCEDURE PREALABLE ET GROUPE SPECIAL DE NEGOCIATION	11
Section I - Mise en œuvre de la procédure et délivrance d'informations préliminaires (Article 6)	11
Section II - Groupe spécial de négociation	12
Sous-section I - Création d'un groupe spécial de négociation (Article 7)	12
Sous-section II - Esprit de coopération (Article 8)	12
Sous-section III - Composition du groupe spécial de négociation (Article 9)	13
Sous-section IV - Désignation des membres-travailleurs occupés en Belgique et constitution d'une liste de réserve (Articles 10 à 12)	14
Sous-section V - Réaménagement de la composition du groupe spécial de négociation (Article 13)	16
Sous-section VI - Information sur les noms des membres du groupe spécial de négociation et réunions (Articles 14 et 15)	16
Sous-section VII - Compétence du groupe spécial de négociation (Article 16)	17
Sous-section VIII - Fonctionnement (Articles 17 à 20)	18
Sous-section IX - Durée des négociations (Article 21)	20

	<u>Pages</u>
CHAPITRE V - CONTENU DE L'ACCORD (Articles 22 et 23)	20
CHAPITRE VI - DISPOSITIONS DE REFERENCE	21
Section I - Conditions d'application des dispositions de référence (Articles 24 et 25)	21
Section II - Dispositions de référence pour la participation (Articles 26 à 31)	23
CHAPITRE VII - DISPOSITIONS DIVERSES	26
Section I - Fonctionnement de l'organe de représentation et des modalités de participation des travailleurs (Article 32)	26
Section II - Moyens à consentir aux membres de l'organe de représentation et aux représentants des travailleurs, occupés en Belgique, des filiales et établissements de la société issue d'une fusion transfrontalière (Article 33)	26
Section III - Statut (Article 34)	27
CHAPITRE VIII - DISPOSITIONS FINALES (Article 35)	27
ANNEXE	

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	13-05-2008	2008-2532
REGISTRATIE	15-05-2008	88269

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 94

Zitting van dinsdag 29 april 2008

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE WERKNEMERSMEDE-
ZEGGENSCHAP IN DE UIT GRENSOVERSCHRIJDENDE FUSIES VAN
KAPITAALVENNOOTSCHAPPEN ONTSTANE
VENNOOTSCHAPPEN

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 94 VAN 29 APRIL 2008 BETREFFENDE
WERKNEMERSMEDEZEGGENSCHAP IN DE UIT GRENSOVERSCHRIJ-
DENDE FUSIES VAN KAPITAALVENNOOTSCHAPPEN
ONTSTANE VENNOOTSCHAPPEN**

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen, meer bepaald artikel 16;

Overwegende dat de andere rechten van de werknemers dan de medezeggenschapsrechten geregeld blijven overeenkomstig de bestaande wettelijke en verordenende bepalingen en collectieve arbeidsovereenkomsten, met name de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 24 van 2 oktober 1975 betreffende de procédure van inlichting en raadpleging van de werknemersvertegenwoordigers met betrekking tót het collectief ontslag, nr. 32 bis van 7 juni 1985 betreffende het behoud van de rechten van de werknemers bij wijziging van werkgever ingevolge de overgang van ondernemingen krachtens overeenkomst en tót regeling van de rechten van de werknemers die overgenomen worden bij overname van activa na faillissement en nr. 62 van 6 februari 1996 betreffende de instelling van een Europese ondernemingsraad of van een procédure in ondernemingen met een communautaire dimensie of in concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers;

Overwegende dat de werknemersmedezeggenschap in de uit grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschappen in voorkomend geval moet worden gewaarborgd;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Libérale Vakbonden van België

op 29 april 2008 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

HOOFDSTUK I - ONDERWERP EN TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze overeenkomst geeft uitvoering aan artikel 16 van richtlijn 2005/56/EG van het Parlement en de Raad van de Europese Unie van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen.

Zij stelt de regels vast met betrekking tt de werknemersmedezeggenschap in de uit de grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschap.

Artikel 2

De werknemersmedezeggenschap in de uit de grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschap en de wijze waarop de werknemers bij de vaststelling van die rechten worden betrokken, worden door deze overeenkomst geregeld indien :

1° ten minste en van de fuserende kapitaalvennootschappen in de zes maanden voorafgaand aan de bekendmaking van het gemeenschappelijk voorstel voor een grensoverschrijdende fusie gemiddeld meer dan 500 werknemers heeft en werkt met een stelsel van werknemersmedezeggenschap in de zin van deze overeenkomst;

of

2° de nationale wetgeving van toepassing op de uit de grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschap, niet voorziet in ten minste hetzelfde niveau van werknemersmedezeggenschap dat van toepassing is in de betrokken fuserende kapitaalvennootschappen, gemeten naar het werknemersaantal in het toezichthoudend of het bestuursorgaan, in de commissies van die organen of in het leidinggevende orgaan dat verantwoordelijk is voor de winstbepalende entiteiten van de vennootschap, op voorwaarde dat er een werknemersvertegenwoordiging is;

of

3° de nationale wetgeving van toepassing op de uit de grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschap, niet voorschrijft dat werknemers van in andere lidstaten gelegen vestigingen van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap hetzelfde recht tt uitoefening van medezeggenschapsrechten hebben als de werknemers in de lidstaat waar de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap haar statutaire zetel heeft.

Commentaar

- a. Artikel 16.1 van richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen bepaalt dat in principe "de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap onderworpen is aan de voorschriften betreffende werknemersmedezeggenschap die in voorkomend geval van toepassing zijn in de lidstaat waar zij haar statutaire zetel heeft."

Deze voorschriften die in voorkomend geval van toepassing zijn, zijn evenwel niet van toepassing in de drie gevallen vastgesteld in artikel 16.2 van richtlijn 2005/56/EG, zoals omgezet door dit artikel. In die gevallen gelden de voorschriften voor de regeling van de werknemersmedezeggenschap in de Europese vennootschappen, zoals opgesomd in richtlijn 2005/56/EG. De artikelen 6 tót 31 van deze overeenkomst nemen bijgevolg de voorschriften over van richtlijn 2001/86/EG van de Raad van 8 oktober 2001, zoals omgezet door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 84 van 6 oktober 2004 betreffende de roi van de werknemers in de Europese vennootschap.

- b. In de in dit artikel bepaalde gevallen worden de werknemersmedezeggenschap en de wijze waarop de werknemers bij de vaststelling van die rechten worden betrokken, geregeld volgens de beginselen en regelingen vervat in artikel 12, leden 2, 3 en 4 van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap (SE).

Artikel 12, leden 2, 3 en 4 van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 bepaalt :

- een Europese vennootschap kan slechts worden ingeschreven indien een overeenkomst betreffende regelingen met betrekking tót de roi van de werknemers is gesloten of door de bijzondere onderhandelingsgroep werd besloten om af te zien van het openen van onderhandelingen of ze te beëindigen en zich te verlaten op de regels inzake informatie en raadpleging van werknemers die gelden in de lidstaten waar de Europese vennootschap werknemers heeft, of de termijn is verstreken voor onderhandelingen zonder dat er een overeenkomst is gesloten;
- opdat een Europese vennootschap kan worden ingeschreven in een lidstaat die gebruik heeft gemaakt van de in artikel 7, lid 3 van richtlijn 2001/86/EG geboden mogelijkheid (de lidstaten kunnen bepalen dat de referentievoorschriften voor de medezeggenschap niet van toepassing zijn in de gevallen van een Europese vennootschap opgericht door fusie), moet een overeenkomst zijn gesloten over de regelingen inzake de roi van de werknemers, met inbegrip van medezeggenschap, of mag geen van de deelnemende vennootschappen vóór de inschrijving van de Europese vennootschap onderworpen zijn geweest aan medezeggenschapsvoorschriften;

- de statuten van een Europese vennootschap mogen nimmer in strijd zijn met de aldus vastgestelde regelingen met betrekking tt de roi van de werknemers. Wanneer krachtens richtlijn 2001/86/EG vastgestelde nieuwe regelingen met betrekking tt de roi van de werknemers strijdig zijn met de bestaande statuten, worden de statuten voor zover nodig gewijzigd.

In dat geval kan een lidstaat bepalen dat het leidinggevend of het bestuursorgaan van de Europese vennootschap gemachtigd is de statuten te wijzigen zonder dat de algemene vergadering van aandeelhouders een nieuw besluit hoeft te nemen.

Artikel 7, lid 3 van richtlijn 2001/86/EG, bedoeld in artikel 12, lid 3 van verordening (EG) nr. 2157/2001, werd niet in Belgisch recht omgezet.

Artikel 12, lid 4 van verordening (EG) nr. 2157/2001 werd in Belgisch recht omgezet door een nieuw artikel 877 van het vennootschapsrecht, ingevoegd door artikel 31 van het koninklijk besluit van 1 september 2004 houdende tenuitvoerlegging van verordening (EG) nr. 2157/2001 van de Raad van 8 oktober 2001 betreffende het statuut van de Europese vennootschap. Dat koninklijk besluit voegt een boek XV - De Europese vennootschap - in het wetboek van vennootschappen in. Het nieuwe artikel 877 bepaalt dat in het geval bepaald in artikel 12, 4, eerste lid van verordening (EG) nr. 2157/2001, de raad van bestuur of de directieraad gemachtigd is de statuten te wijzigen zonder dat de algemene vergadering van aandeelhouders een nieuw besluit hoeft te nemen.

Artikel 3

Er moeten regelingen worden vastgesteld met betrekking tt de medezeggenschap van de werknemers, volgens de in deze overeenkomst bepaalde procedure, in de uit grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschappen die voldoen aan de voorwaarden bepaald in artikel 2 alsook in de hoofdstukken IV en V van deze overeenkomst.

De regelingen met betrekking tt de werknemersmedezeggenschap moeten de gehele uit de grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschap bestrijken. Dit is beperkt tt de ondernemingen en vestigingen in de lidstaten, tenzij de overeenkomst bedoeld in hoofdstuk V, bepaalt dat andere staten dan de lidstaten worden bestreken.

Commentaar

De overeenkomst bedoeld in de tweede alinéa van artikel 3, heeft maar uitwerking voor zover het Belgische recht toepasselijk wordt verkiaard op de uit de grensoverschrijdende fusie van kapitaalvennootschappen ontstane vennootschap, krachtens richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen.

HOOFDSTUK II - DEFINITIES

Artikel 4

§ 1. In deze overeenkomst wordt ingevolge de voornoemde richtlijn verstaan onder :

1° "kapitaalvennootschappen" :

- a) een vennootschap als bedoeld in artikel 1 van de eerste richtlijn 68/151/EEG van de Raad van 9 maart 1968 strekkende tót het coördineren van de waarborgen, welke in de lidstaten worden verlangd van de vennootschappen in de zin van artikel 58, lid 2 van het Verdrag, om de belangen te beschermen zowel van de deelnemers in deze vennootschappen als van derden, zulks teneinde die waarborgen gelijkwaardig te maken;
- b) een vennootschap die rechtspersoonlijkheid bezit, een afgescheiden vermogen heeft dat uitsluitend voor de schulden van de vennootschap kan worden aangesproken en die overeenkomstig de op haar van toepassing zijnde nationale wetgeving zich moet houden aan de waarborgen zoals bedoeld in richtlijn 68/151/EEG om de belangen te beschermen van zowel de deelgerechtigden als derden.

2° "fusie": de rechtshandeling waarbij :

- a) de activa en passiva van het vermogen van een of meer vennootschappen als gevolg en op het tijdstip van ontbinding zonder liquidatie in hun geheel op een andere, reeds bestaande vennootschap - de overnemende vennootschap - overgaan tegen uitgifte van bewijzen van deelgerechtigdheid in het kapitaal van de andere vennootschap aan haar deelgerechtigden, eventueel met een bijbetaling in geld welke niet meer mag bedragen dan 10 % van de nominale waarde of, bij gebreke van een nominale waarde, van de fractiewaarde van deze bewijzen,

of

- b) de activa en passiva van het vermogen van twee of meer vennootschappen als gevolg en op het tijdstip van ontbinding zonder liquidatie in hun geheel op een door hen op te richten vennootschap - de nieuwe vennootschap - overgaan tegen uitgifte van bewijzen van deelgerechtigdheid in het kapitaal van de nieuwe vennootschap aan haar deelgerechtigden, eventueel met een bijbetaling in geld welke niet meer mag bedragen dan 10 % van de nominale waarde of, bij gebreke van een nominale waarde, van de fractiewaarde van deze bewijzen,

of

- c) de activa en passiva van het vermogen van een vennootschap als gevolg en op het tijdstip van haar ontbinding zonder liquidatie in hun geheel overgaan op de vennootschap die alle bewijzen van deelgerechtigdheid in het kapitaal bezit.

§ 2. In deze overeenkomst wordt verder verstaan onder :

- 1° "uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap" : de vennootschap ontstaan uit de fusie van kapitaalvennootschappen die in overeenstemming met de wetgeving van een lidstaat zijn opgericht, en hun statutaire zetel, hun hoofdbestuur of hun hoofdvestiging binnen een lidstaat hebben, indien ten minste twee daarvan onder de wetgeving van verschillende lidstaten ressorteren.
- 2° "deelnemende kapitaalvennootschappen" : de kapitaalvennootschappen die rechtstreeks deelnemen aan de grensoverschrijdende fusie.

Als rechtstreeks deelnemend aan de grensoverschrijdende fusie wordt beschouwd, de kapitaalvennootschap wier aandeelhouders, bij de oprichting van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap aandeelhouders van die vennootschap worden of de kapitaalvennootschap die zelf aandeelhouder van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap wordt.

- 3° "dochteronderneming van een kapitaalvennootschap" : een onderneming waarover die vennootschap een overheersende invloed uitoefent, bijvoorbeeld door eigendom, financiële deelneming of op haar van toepassing zijnde voorschriften.

Tôt bewijs van het tegendeel, wordt het geacht vast te staan dat een overheersende invloed wordt uitgeoefend wanneer een onderneming, direct of indirect :

- a) meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichhoudend orgaan van de onderneming kan benoemen

of

- b) beschikt over de meerderheid van de stemmen die verbonden zijn aan de door de onderneming uitgegeven aandelen

of

- c) de meerderheid van het geplaatste kapitaal van de onderneming bezit.

Wanneer verschillende ondernemingen van een concern voldoen aan een van de voorwaarden vermeld in de tweede alinéa, wordt de onderneming die voldoet aan de voorwaarde onder a), geacht een overheersende invloed uit te oefenen. Indien geen enkele onderneming voldoet aan de voorwaarde onder a), wordt de onderneming die voldoet aan de voorwaarde onder b), geacht een overheersende invloed uit te oefenen.

Voor de toepassing van de tweede alinéa worden onder de rechten van de zeggenschap uitoefenende onderneming ten aanzien van stemrecht en benoeming ook de rechten verstaan van alle ondernemingen waarover zij zeggenschap uitoefent, en die van alle personen of organen die handelen onder eigen naam, doch voor rekening van de zeggenschap uitoefenende onderneming of van enige andere onderneming waarover zeggenschap wordt uitgeoefend.

Een overheersende invloed wordt niet geacht te bestaan louter op grond van het feit dat een gevolmachtigd persoon zijn taak vervult krachtens de wetgeving van een lidstaat inzake liquidatie, faillissement, insolventie, opschorting van betaling, gerechtelijk akkoord of een andere soortgelijke procedure.

In afwijking van de alinea's 1 en 2 is een maatschappij als bedoeld in artikel 3, lid 5, onder a) of c) van verordening (EEG) nr. 4064/89 van de Europese Raad van 21 december 1989 betreffende de contrôle op concentraties van ondernemingen, geen "onderneming die zeggenschap uitoefent" over een andere onderneming waarin zij deelnemingen heeft.

- 4° "betrokken dochteronderneming of vestiging" : een dochteronderneming of vestiging van een deelnemende kapitaalvennootschap die bij de oprichting ervan een dochteronderneming of vestiging van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap wordt en die in een lidstaat is gevestigd.

Als betrokken dochteronderneming of vestiging moeten worden beschouwd, voor zover de overheersende invloed bepaald in § 2, 3° van dit artikel kan worden geacht vast te staan :

- * de directe dochterondernemingen van de deelnemende kapitaalvennootschappen die al dan niet onder hetzelfde nationale recht vallen;
 - * de directe vestigingen van de deelnemende kapitaalvennootschappen, al dan niet in dezelfde lidstaat gevestigd;
 - * de indirecte dochterondernemingen van de deelnemende kapitaalvennootschappen, d.w.z. de dochterondernemingen van directe dochterondernemingen van deelnemende kapitaalvennootschappen en de dochterondernemingen van indirecte dochterondernemingen;
 - * de indirecte vestigingen van de deelnemende kapitaalvennootschappen, d.w.z. de vestigingen van de indirecte dochterondernemingen van die vennootschappen.
- 5° "bijzondere onderhandelingsgroep" : de overeenkomstig artikel 7 ingestelde groep die tót doel heeft met het bevoegde orgaan van de aan de grensoverschrijdende fusie deelnemende kapitaalvennootschappen te onderhandelen over de vaststelling van regelingen met betrekking tót de medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap.
- 6° "medezeggenschap" : de invloed van het orgaan dat de werknemers vertegenwoordigt en/of van de werknemersvertegenwoordigers op de gang van zaken bij een vennootschap via :
- * het recht om een aantal leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de vennootschap te kiezen of te benoemen
- of
- * het recht om met betrekking tót de benoeming van een aantal of alle leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de vennootschap aanbevelingen te doen of bezwaar te maken.
- 7° "werknemers" : de personen die arbeid verrichten krachtens een arbeidsovereenkomst of een leerovereenkomst.

8° "lidstaten" : de lidstaten van de Europese Unie en de andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte, bedoeld in de richtlijn.

Commentaar

- a. Voor de toepassing van § 1, 1°, a) van dit artikel dient in herinnering te worden gebracht dat artikel 1 van richtlijn 68/151/EEG als volgt luidt : "De door deze richtlijn voorgeschreven coördinatiemaatregelen zijn van toepassing op de wettelijke en bestuursrechtelijke voorschriften van de Lidstaten die betrekking hebben op vennootschappen van de volgende rechtsvorm : Ten aanzien van België : de naamloze vennootschap, de commanditaire vennootschap op aandelen, de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid."
- b. Voor de toepassing van dezelfde bepaling van dit artikel dient eveneens in herinnering te worden gebracht dat artikel 58, tweede alinéa van het Verdrag, artikel 48, tweede alinéa van het nieuwe verdrag töt oprichting van de Europese Gemeenschap is geworden en als volgt luidt : "Onder vennootschappen worden verstaan maatschappen naar burgerlijk recht of handelsrecht, de coöperatieve verenigingen of vennootschappen daaronder begrepen, en de overige rechtspersonen naar publiek- of privaatrecht, met uitzondering van vennootschappen welke geen winst beogen."
- c. Voor de toepassing van deze overeenkomst zijn de begrippen "betrokken vestiging" en "vestiging", zoals bedoeld in § 2, 4° van dit artikel, slechts generieke begrippen van Europees recht.

HOOFDSTUK III - VASTSTELLING VAN HET AANTAL WERKNEMERS

Artikel 5

In deze overeenkomst wordt bij de vaststelling van het aantal werknemers uitgegaan van het gemiddelde aantal werknemers tewerkgesteld in de in België gelegen kapitaalvennootschappen die deelnemen aan de grensoverschrijdende fusie, met inbegrip van de deeltijdse werknemers, gedurende de twee jaar voorafgaand aan de dag waarop de in artikel 6 bedoelde procédure ten uitvoer wordt gelegd.

Het gemiddelde aantal in België tewerkgestelde werknemers wordt berekend overeenkomstig de bepalingen inzake de nadere regels voor de berekening van dit gemiddelde aantal, met uitzondering van de wegingsregels, zoals vastgesteld in de regelgeving betreffende de sociale verkiezingen, aangenomen ter uitvoering van artikel 14, § 1, eerste alinéa van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Commentaar

Een lidstaat die kiest voor de in artikel 2, 3° van deze overeenkomst bedoelde uitbreiding van de medezeggenschapsrechten tót werknemers van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap in een andere lidstaat dan die waar die vennootschap haar statutaire zetel heeft, is er geenszins toe gehouden die werknemers mee te tellen bij de berekening van het aantal werknemers waarboven volgens het nationale recht medezeggenschapsrechten gelden.

HOOFDSTUK IV - VOORAFGAANDE PROCEDURE EN BIJZONDERE ONDERHANDELINGSGROEP

Afdeling I - Tenuitvoerlegging van de procédure en verstrekking van voorafgaande informatie

Artikel 6

- § 1. Wanneer de leidinggevende of de bestuursorganen van de deelnemende kapitaalvennootschappen een gemeenschappelijk voorstel voor een grensoverschrijdende fusie opstellen, doen zij zo spoedig mogelijk na de openbaarmaking van het gemeenschappelijke voorstel voor een grensoverschrijdende fusie het nodige - waaronder het verstrekken van informatie - om met de vertegenwoordigers van de werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen, in onderhandeling te treden over regelingen met betrekking tót de medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap.
- § 2. Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder informatie verstaan, informatie over de procédure volgens welke regelingen met betrekking tót de medezeggenschap van werknemers worden vastgesteld in het gemeenschappelijke voorstel voor een grensoverschrijdende fusie, zoals bedoeld in artikel 5, j) van richtlijn 2005/56/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 betreffende grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen, alsook informatie over de identiteit van de deelnemende kapitaalvennootschappen, al hun dochterondernemingen en vestigingen, en het aantal werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen, hun dochterondernemingen of vestigingen.

Deze informatie wordt uitgesplitst naar deelnemende kapitaalvennootschappen, dochterondernemingen of vestigingen van die deelnemende kapitaalvennootschappen. De informatie heeft voorts betrekking op het aantal werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen die een medezeggenschapssysteem hebben ingesteld en op hun verhouding in het totale aantal door die deelnemende kapitaalvennootschappen tewerkgestelde werknemers.

§ 3. Deze informatie wordt bezorgd aan de werknemersvertegenwoordigers van alle deelnemende kapitaalvennootschappen en alle betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Bij ontstentenis van werknemersvertegenwoordigers van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen, wordt deze informatie bezorgd aan de werknemers van die deelnemende kapitaalvennootschappen of betrokken dochterondernemingen of vestigingen.

Afdeling II - Bijzondere onderhandelingsgroep

Onderafdeling I - Instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 7

Zodra de procedure overeenkomstig artikel 6 ten uitvoer is gelegd, wordt er een bijzondere onderhandelingsgroep, die representatief is voor de werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen, samengesteld.

Onderafdeling II - Geest van samenwerking

Artikel 8

De bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de bijzondere onderhandelingsgroep onderhandelen in een geest van samenwerking om t t een akkoord te komen over regelingen betreffende de medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap.

Onderafdelina III - Samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 9

- § 1. De leden van de bijzondere onderhandelingsgroep worden gekozen of aangewezen volgens de in het geldende nationale recht vastgestelde regels, in verhouding tót het aantal werknemers dat in de onderscheiden lidstaten in dienst is van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Per lidstaat wordt een mandaat toegewezen voor elke 10 %, of een deel daarvan, van de werknemers die in de betrokken lidstaat in dienst zijn, berekend over het totale aantal werknemers dat bij de deelnemende kapitaalvennootschappen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen in alle lidstaten tezamen in dienst is.
- § 2. Indien een of meer deelnemende kapitaalvennootschappen ingevolge de inschrijving van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap ophouden als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan, worden de werknemers van die deelnemende kapitaalvennootschappen in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigd door een extra lid onder de volgende regels en voorwaarden :
- 1° deze werknemers mogen in de bijzondere onderhandelingsgroep niet over een directe vertegenwoordiger beschikken op grond van de regels bedoeld in § 1 van dit artikel;
 - 2° de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep mag niet leiden tót een dubbele vertegenwoordiging van deze werknemers;
 - 3° de toekenning van extra mandaten mag niet leiden tót een verhoging met meer dan 20 % van het aantal op grond van de regels, bedoeld in § 1 van dit artikel, toegekende mandaten.

Indien, op grond van deze paragraaf, het aantal deelnemende kapitaalvennootschappen dat, als gevolg van de operatie van grensoverschrijdende fusie, ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan, groter is dan het aantal beschikbare extra mandaten, worden deze extra mandaten aan de deelnemende kapitaalvennootschappen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die deelnemende kapitaalvennootschappen.

Commentaar

- a. Voor de toepassing van § 1 van dit artikel wordt elke lidstaat waarin werknemers in dienst zijn van een deelnemende kapitaalvennootschap en/of een betrokken dochteronderneming of vestiging, vertegenwoordigd in de bijzondere onderhandelingsgroep.

Bijvoorbeeld, indien in een lidstaat minder dan 10 % van de werknemers in dienst is, berekend over het totale aantal werknemers, zal aan die lidstaat een mandaat worden toegekend. Indien dit aantal 10 % bereikt, zal aan die lidstaat eveneens een mandaat worden toegekend. Er worden twee mandaten toegekend indien het aantal meer dan 10 % tót 20 % bedraagt. Een aantal van meer dan 20 % geeft recht op drie mandaten.

- b. Wat § 2, 1° van dit artikel betreft, wordt als een directe vertegenwoordiger in de bijzondere onderhandelingsgroep beschouwd, de vertegenwoordiger afkomstig van een bij de fusie betrokken deelnemende kapitaalvennootschap.
- c. Als bijlage zijn een aantal praktische voorbeelden opgenomen.

Onderafdeling IV - Aanwijzing van de in België tewerkaestelde leden-werknemers en samenstelling van een reservelijst

Artikel 10

- § 1. De bepalingen van dit artikel hebben betrekking op de aanwijzing van de leden-werknemers van de in België of in een andere lidstaat ingestelde bijzondere onderhandelingsgroep.
- § 2. De in België tewerkgestelde leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep worden in principe aangewezen door en onder de in België tewerkgestelde werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de ondernemingsraden van de deelnemende kapitaalvennootschappen en hun betrokken dochterondernemingen of vestigingen. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door en onder de werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in de comités voor preventie en bescherming op het werk. Wanneer er geen akkoord is onder die vertegenwoordigers, worden de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aangewezen door de meerderheid van die vertegenwoordigers.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad en comité voor preventie en bescherming op het werk, kan elk paritair comité de vakbondsafvaardigingen van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de betrokken dochterondernemingen of vestigingen die onder zijn sectorale bevoegdheid vallen, machtigen de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep aan te wijzen.

Bij ontstentenis van ondernemingsraad of comité voor preventie en bescherming op het werk in de in België gelegen deelnemende kapitaalvennootschappen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen, en bij ontstentenis van machtiging van het paritair comité, hebben de werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschap en de betrokken dochteronderneming of vestiging het recht de leden-werknemers van de bijzondere onderhandelingsgroep te verkiezen of aan te wijzen.

- § 3. Onder de leden-werknemers kan zich een vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties bevinden, die al dan niet een werknemer is van een deelnemende kapitaalvennootschap of een betrokken dochteronderneming of vestiging.

Artikel 11

Indien is voldaan aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 9, § 2 van deze overeenkomst, wordt het extra lid-werknemer of worden de extra leden-werknemers aangewezen overeenkomstig artikel 10 van deze overeenkomst.

Artikel 12

Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen de bijzondere onderhandelingsgroep in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit de deelnemende kapitaalvennootschap of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van de bijzondere onderhandelingsgroep heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep.

Die lijst omvat een vervanger per lidstaat.

Onderafdeling V - Aanpassing van de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 13

Wanneer de leidinggevende of de bestuursorganen van de deelnemende kapitaalvennootschappen het gemeenschappelijke voorstel voor een grensoverschrijdende fusie wijzigen teneinde er nieuwe deelnemende kapitaalvennootschappen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen aan toe te voegen of sommige in het aanvankelijke gemeenschappelijke voorstel voor een grensoverschrijdende fusie bedoelde deelnemende kapitaalvennootschappen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen ervan uit te sluiten, dient op grond van artikel 6 van deze overeenkomst nieuwe informatie te worden verstrekt en dient overeenkomstig de artikelen 9 en volgende van deze overeenkomst een nieuwe bijzondere onderhandelingsgroep te worden opgericht.

Onderafdeling VI - Informatie betreffende de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep en vergaderingen

Artikel 14

Aan de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen worden de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep alsook de namen die op de reservelijst voorkomen, doorgegeven. Die bevoegde organen geven die informatie door aan de leiding van de betrokken dochterondernemingen of vestigingen.

Zodra de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen de voornoemde informatie overeenkomstig de eerste alinéa van deze bepaling hebben ontvangen, beleggen zij een eerste vergadering met de bijzondere onderhandelingsgroep.

Artikel 15

De bijzondere onderhandelingsgroep heeft het recht om, met instemming van de in België gelegen bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen, voorbereidende vergaderingen te beleggen voorafgaand aan de vergaderingen met die bevoegde organen.

Onderafdeling VII - Bevoegdheid van de bijzondere onderhandelingsgroep

Artikel 16

- § 1. De bijzondere onderhandelingsgroep heeft t t taak samen met de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen, in een schriftelijke overeenkomst regelingen met betrekking t t de medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap vast te stellen.
- § 2. Daartoe stellen alle bevoegde organen van alle deelnemende kapitaalvennootschappen de bijzondere onderhandelingsgroep in kennis van het voorstel voor en het verloop van de grensoverschrijdende fusie, totdat de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap wordt ingeschreven.
- § 3. De bijzondere onderhandelingsgroep heeft bovendien t t taak de opdrachten uit te voeren die haar in het kader van de referentievoorschriften voor medezeggenschap in de artikelen 24 t t 31 van deze overeenkomst worden gegeven.

Voor de toepassing van de referentievoorschriften voor medezeggenschap, bedoeld in de artikelen 26 t t 31, alsook voor de toepassing van de artikelen 32 en 33 van deze overeenkomst, krijgt de bijzondere onderhandelingsgroep de naam van vertegenwoordigingsorgaan.

Commentaar

De werknemersmedezeggenschap bedoeld in § 1 van deze bepaling, bestrijkt de procedures met betrekking t t medezeggenschap van de werknemers in de onderneming of in het concern waarvan de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap de overheersende vennootschap is.

Paragraaf 2 van deze bepaling heeft t t doel de bijzondere onderhandelingsgroep bijvoorbeeld in staat te stellen een eventuele behoefte aan hersamenstelling te constateren als gevolg van veranderingen in de vorm die aanvankelijk voor de grensoverschrijdende fusie in het vooruitzicht werd gesteld.

Onderafdeling VIII - Werking

Artikel 17

In het kader van de onderhandelingen kan de bijzondere onderhandelingsgroep op haar verzoek worden bijgestaan door deskundigen van haar keuze, met name door vertegenwoordigers van vakbondsorganisaties op communautair niveau. Die deskundigen kunnen op verzoek van de bijzondere onderhandelingsgroep op onderhandelingsvergaderingen aanwezig zijn als adviseur, eventueel om de samenhang op communautair niveau te bevorderen.

De bijzondere onderhandelingsgroep kan besluiten de vertegenwoordigers van passende externe organisaties, waaronder vakbondsorganisaties, in kennis te stellen van het openen van onderhandelingen.

De bijzondere onderhandelingsgroep stelt samen met de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen de praktische regels vast voor de aanwezigheid van de deskundigen op de vergaderingen.

De kostenvergoeding van de deelnemende kapitaalvennootschappen is beperkt t t slechts  en deskundige, tenzij de partijen anders overeenkomen.

Artikel 18

De bijzondere onderhandelingsgroep kan besluiten de onderhandelingen met de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen te beindigen of ze niet te openen en zich te verlaten op de voorschriften voor medezeggenschap van werknemers die gelden in de lidstaten waar de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap haar statutaire zetel heeft.

Voor een dergelijk besluit zijn de stemmen nodig van twee derde van de leden die ten minste twee derde van de werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn.

Wanneer een dergelijk besluit is genomen, zijn de referentievoorschriften niet van toepassing.

Tenzij anders wordt overeengekomen door de bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen, wordt de bijzondere onderhandelingsgroep ontbonden.

Artikel 19

De uitgaven in verband met het functioneren van de bijzondere onderhandelingsgroep en met de onderhandelingen, worden gedragen door de deelnemende kapitaalvennootschappen teneinde de bijzondere onderhandelingsgroep in staat te stellen haar taak naar behoren uit te voeren.

Artikel 20

De bijzondere onderhandelingsgroep besluit met de volstrekte meerderheid van haar leden. Deze meerderheid moet de volstrekte meerderheid van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen.

Elk lid beschikt over één stem.

Voor de besluiten van de bijzondere onderhandelingsgroep over een akkoord om de medezeggenschapsrechten in te perken, vergeleken met wat in de deelnemende kapitaalvennootschappen bestaat, zijn de stemmen vereist van twee derde van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, die ten minste twee derde van de in de bijzondere onderhandelingsgroep vertegenwoordigde werknemers vertegenwoordigen, waaronder de stemmen van leden die werknemers vertegenwoordigen die in ten minste twee lidstaten in dienst zijn, indien de medezeggenschap ten minste 25 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen bestrijkt.

Voor de toepassing van deze bepaling wordt onder inperking van de medezeggenschapsrechten verstaan, een gedeelte werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap of leden van die organen met betrekking tot wier benoeming de werknemersvertegenwoordigers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, dat geringer is dan het hoogste gedeelte dat in de deelnemende kapitaalvennootschappen van toepassing was.

Onderafdeling IX - Duur van de onderhandelingen

Artikel 21

- § 1. De onderhandelingen vangen aan zodra de bijzondere onderhandelingsgroep geldig is ingesteld en kunnen worden voortgezet gedurende een période van zes maanden na de eerste vergadering tussen de geldig ingestelde bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen.
- § 2. De bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen kunnen in gezamenlijk overleg besluiten de in § 1 bedoelde onderhandelingsperiode te verlengen tót ten hoogste één jaar, te rekenen vanaf de eerste vergadering tussen de bijzondere onderhandelingsgroep en de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen.

HOOFDSTUK V - INHOUD VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 22

De overeenkomst heeft betrekking op de medezeggenschapsregelingen voor de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap die haar zetel heeft in België.

De overeenkomst moet schriftelijk worden vastgesteld. Zij moet worden ondertekend door de vertegenwoordigers van de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen alsook door de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep die de overeenkomst goedkeuren. Zij moet gedateerd zijn.

Artikel 23

De overeenkomst over de instelling van de medezeggenschapsregelingen voor de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap die haar zetel heeft in België, bepaalt op zijn minst het volgende :

- 1 ° de werkingssfeer van de overeenkomst;

- 2° de inhoud van de medezeggenschapsregelingen, onder meer, in voorkomend geval, het aantal van de leden in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap die de werknemers gerechtigd zijn te kiezen of te benoemen, of met betrekking tót wier benoeming de werknemers aanbevelingen kunnen doen of bezwaar kunnen maken, de procédures voor het kiezen of benoemen van die leden of het met betrekking tót hun benoeming aanbevelingen doen of bezwaar maken door de werknemers en de rechten van die leden;
- 3° de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, de looptijd, de gevallen waarin opnieuw over de overeenkomst moet worden onderhandeld en de procédure voor hernieuwde onderhandelingen.

De overeenkomst bepaalt dat zij voldoet aan de voorwaarden inzake meerderheid, bepaald in artikel 20 van deze overeenkomst. Zij constateert het gedeelte van de werknemers dat vertegenwoordigd is door elk lid van de bijzondere onderhandelingsgroep.

Commentaar

Wat punt 3° van dit artikel betreft, kunnen de partijen onder andere regels overeenkomen die in acht moeten worden genomen met betrekking tót veranderingen in de structuur van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, grote personeelwijzigingen of verhuizing van de zetel van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap.

HOOFDSTUK VI - REFERENTIEVOORSCHRIFTEN

Afdeling I - Toepassingsvoorwaarden inzake de referentievoorschriften

Artikel 24

- § 1. De referentievoorschriften voor medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, zijn van toepassing vanaf de datum van inschrijving van die vennootschap in België :
- 1 ° indien de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen en de bijzondere onderhandelingsgroep dit overeenkomen;

Of

2° indien er binnen de in artikel 21 bedoelde termijn geen overeenkomst is gesloten en

- het bevoegde orgaan van elk van de deelnemende kapitaalvennootschappen besluit ermee in te stemmen dat de referentievoorschriften, bedoeld in de artikelen 24 töt 31, worden toegepast en daardoor de inschrijving van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap voort te zetten;

en

- de bijzondere onderhandelingsgroep niet het in artikel 18 bedoelde besluit heeft genomen om de onderhandelingen niet te openen of om reeds geopende onderhandelingen te beëindigen;

of

3° indien het bevoegde orgaan van elk van de deelnemende kapitaalvennootschappen ervoor kiest om zich zonder voorafgaande onderhandelingen rechtstreeks te onderwerpen aan de referentievoorschriften voor medezeggenschap, vervat in de wetgeving van de lidstaat waar de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap haar zetel heeft, en zich vanaf de datum van inschrijving aan deze referentievoorschriften te houden.

In al de gevallen waarin er in de diverse deelnemende kapitaalvennootschappen meer dan één vorm van medezeggenschap bestond, wordt overeenkomstig artikel 7 toch een bijzondere onderhandelingsgroep samengesteld en geldt artikel 25 van deze overeenkomst.

§ 2. Bovendien zijn de referentievoorschriften voor medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap slechts van toepassing :

1° indien er vöör de inschrijving van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap in een of meer van de deelnemende kapitaalvennootschappen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die ten minste 33 1/3 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen bestreken;

of

- 2° indien er vòôr de inschrijving van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap in een of meer van de deelnemende kapitaalvennootschappen een of meer vormen van medezeggenschap van toepassing waren die minder dan 33 1/3 % van het totale aantal werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen bestreken en de bijzondere onderhandelingsgroep daartoe besluit.

Artikel 25

In al de gevallen waarin krachtens artikel 24 de referentievoorschriften voor medezeggenschap van de werknemers in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap van toepassing zijn en indien er in de diverse deelnemende kapitaalvennootschappen meer dan één vorm van medezeggenschap bestond, besluit de bijzondere onderhandelingsgroep welke van die vormen in de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap moet worden ingevoerd. Dit besluit wordt genomen met inachtneming van de voorwaarden inzake meerderheid, bepaald in artikel 20 van deze overeenkomst.

De bijzondere onderhandelingsgroep licht de bevoegde organen van de deelnemende kapitaalvennootschappen in over de uit hoofde van dit artikel genomen besluiten.

Afdeling II - Referentievoorschriften voor medezeggenschap

Artikel 26

De werknemers van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap en van haar dochterondernemingen en vestigingen en/of hun vertegenwoordigingsorganen hebben het recht om leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap te kiezen of te benoemen, of om met betrekking tòt die benoeming aanbevelingen te doen of bezwaar te maken, voor een aantal dat gelijk is aan het hoogste van de aantallen dat vòôr de inschrijving van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap in de betrokken deelnemende kapitaalvennootschappen van toepassing was.

Artikel 27

Indien er vòôr de inschrijving van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, voor geen van de deelnemende kapitaalvennootschappen medezeggenschapsregels golden, hoeft die vennootschap geen voorschriften voor medezeggenschap van de werknemers in te voeren.

Artikel 28

- § 1. Het vertegenwoordigingsorgaan besluit over de verdeling van de zetels in het toezicht-houdend of het bestuursorgaan onder de leden die de werknemers van de onderscheiden lidstaten vertegenwoordigen, of over de wijze waarop de werknemers van de uit de grens-overschrijdende fusie ontstane vennootschap met betrekking tôt de benoeming van de le-den van het toezichthoudend of het bestuursorgaan aanbevelingen kunnen doen of be-zwaar kunnen maken.
- § 2. De zetels worden verdeeld naar verhouding van het aantal werknemers dat in elke lidstaat in dienst is van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, haar dochter-ondernemingen en vestigingen.
- § 3. Indien de verdeling van de zetels meebrengt dat de werknemers van een of meer lid-staten niet vertegenwoordigd worden, wijst het vertegenwoordigingsorgaan deze lidsta-ten toch een zetel toe, eerst aan de staat waar de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap haar zetel heeft en vervolgens, indien die staat al vertegen-woordigd is, aan de lidstaat onder de andere nog niet vertegenwoordigde lidstaten, waarin het grootst aantal werknemers in dienst is.
- § 4. Bij toepassing van § 3 wordt de zetel opnieuw toegewezen op één van de volgende drie manieren :
- 1° De zetel die opnieuw wordt toegewezen, is een van de zetels die aanvankelijk wa-ren toegewezen aan de lidstaat met de meeste zetels.
- of
- 2° Alle zetels, op één na, dienen naar verhouding verdeeld te worden. De aldus gere-serveerde zetel wordt opnieuw toegewezen.
- of
- 3° Het règlement van orde van het vertegenwoordigingsorgaan legt de te volgen re-gels vast om te bepalen welke zetel opnieuw moet worden toegewezen.

Artikel 29

De in België tewerkgestelde leden-werknemers van het toezichthoudend of het bestuursorgaan worden aangewezen of verkozen overeenkomstig artikel 10 van deze overeenkomst.

Artikel 30

Er wordt een reservelijst samengesteld om te zorgen voor continuïteit binnen het toezichthoudend of het bestuursorgaan in geval van overlijden, arbeidsongeschiktheid van langere duur, moederschap, vertrek uit de deelnemende kapitaalvennootschap of de betrokken dochteronderneming of vestiging, ontslag van het lid of verlies van het nationaal mandaat op basis waarvan de aanwijzing of de verkiezing als lid van het toezichthoudend of het bestuursorgaan heeft plaatsgehad.

De personen op die reservelijst worden aangewezen volgens dezelfde procedure als de leden van het toezichthoudend of het bestuursorgaan.

Die lijst omvat een vervanger per mandaat.

Artikel 31

Elk lid van het toezichthoudend of het bestuursorgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap dat door het vertegenwoordigingsorgaan is gekozen, benoemd of aanbevolen dan wel door de werknemersvertegenwoordigers of de werknemers is gekozen of benoemd, is van rechtswege lid met dezelfde rechten en plichten als de leden die de aandeelhouders vertegenwoordigen, inclusief het stemrecht.

HOOFDSTUK VII - DIVERSE BEPALINGEN

Afdeling I - Werking van het vertegenwoordigingsorgaan en van de regelingen met betrekking tót de werknemersmedezeggenschap

Artikel 32

Het in België gelegen bevoegde orgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap en het vertegenwoordigingsorgaan werken in een geest van samenwerking en met inachtneming van hun wederzijdse rechten en verplichtingen.

Hetzelfde geldt voor de samenwerking tussen het in België gelegen bevoegde orgaan van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap en de leden van het vertegenwoordigingsorgaan in het kader van de regelingen met betrekking tót de werknemersmedezeggenschap.

Afdeling II - Middelen die moeten worden verschaft aan de in België tewerkgestelde leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werknemersvertegenwoordigers van de dochterondernemingen en vestigingen van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap

Artikel 33

De leden van het vertegenwoordigingsorgaan en de werknemersvertegenwoordigers van alle in België gelegen technische bedrijfseenheden die onder het toepassingsgebied van het vertegenwoordigingsorgaan vallen, moeten over de nodige tijd en middelen kunnen beschikken zodat de leden van het vertegenwoordigingsorgaan de werknemersvertegenwoordigers van alle technische bedrijfseenheden in kennis kunnen stellen van de inhoud van de regelingen met betrekking tót de werknemersmedezeggenschap.

Afdeling III - Statuut

Artikel 34

De in België tewerkgestelde leden van de bijzondere onderhandelingsgroep, leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werknemersvertegenwoordigers die zitting hebben in het toezichthoudend of het bestuursorgaan van een uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap, genieten bij het verrichten van hun taak dezelfde rechten en bescherming als de leden die de werknemers in de ondernemingsraad vertegenwoordigen, in het bijzonder wat betreft de deelneming aan de vergaderingen en eventuele voorbereidende vergaderingen en de betaling van hun loon voor de duur dat zij afwezig moeten zijn om hun taak te verrichten.

HOOFDSTUK VIII - SLOTBEPALINGEN

Artikel 35

Deze overeenkomst is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

De organisatie die het initiatief töt herziening of opzegging neemt, moet de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op negenentwintig april tweeduizend en acht.

Artikel 9 - Praktische voorbeelden

I. Voorbeeld 1 - De kapitaalvennootschappen A töt F aan samen en zijn in vier verschillende lidstaten gelegen

A. Berekening van het aantal "gewone" leden van de bijzondere onderhandelingsgroep (BOG)

De kapitaalvennootschappen A töt F gaan een fusie aan. Ze stellen in totaal 7.000 werknemers tewerk. Voor elke 10 % van de werknemers (700) of een deel daarvan wordt per lidstaat, volgens deelnemende kapitaalvennootschappen en betrokken dochterondernemingen of vestigingen, een mandaat toegewezen.

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers perland	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A : 120	-	120	1,7 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Vennootschap B : 500	Vennootschap C : 1.000	1.500	21,4 % : 3 mandaten	
Spanje	Vennootschap D : 5.000	Vennootschap E : 320	5.320	76 % : 8 mandaten	
Luxemburg	-	Vennootschap F : 60	60	0,86 % : 1 mandaat	
			7.000		13 mandaten

B. Berekening van het aantal extra mandaten

1. Beginsel - In elke lidstaat : een mandaat per deelnemende kapitaalvennootschap die ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

Land	Aantal mandaten per land	Aantal mandaten perland	Totale aantal mandaten perland
België	Vennootschap A : 1	0	1
Frankrijk	Vennootschap B : 1	Vennootschap C : 1	2
Spanje	Vennootschap D : 1	Vennootschap E : 1	2
Luxemburg	0	Vennootschap F : 1	1
			6 mandaten

2. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

Variant 1

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is het "gewone" lid van de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van kapitaalvennootschap A : geen extra mandaat voor België (regel van de directe vertegenwoordiging).
- In Frankrijk is een "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een "vrijgestelde" van de betrokken sector (kapitaalvennootschap B) terwijl de tweede een vertegenwoordiger is van een dochteronderneming van kapitaalvennootschap C : één extra mandaat omdat er voor kapitaalvennootschap B dubbele vertegenwoordiging is daar de "vrijgestelde" wordt verondersteld de werknemers van kapitaalvennootschap B te vertegenwoordigen.
- In Spanje hebben de twee "gewone" vertegenwoordigers in de BOG een mandaat in elk van de twee deelnemende kapitaalvennootschappen D en E : volgens de regel van de directe vertegenwoordiging, heeft Spanje geen extra mandaat.
- In Luxemburg is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG eveneens een "vrijgestelde" van de sector : de regel van de dubbele vertegenwoordiging geldt en er is geen extra mandaat.

In totaal zou maar één extra mandaat toegewezen worden aan kapitaalvennootschap C.

b- Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten

De BOG telt 13 "gewone" leden. Er kunnen dus slechts 3 extra mandaten worden toegewezen. Hier kan, op grond van de toepassing van de voorgaande regels, maar één extra mandaat toegewezen worden. De regel inzake vermindering van het aantal extra mandaten wordt hier dus niet toegepast.

Variant 2

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is het "gewone" lid van de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van een dochteronderneming van kapitaalvennootschap A : er wordt één extra mandaat toegewezen aan België.
- In Frankrijk en Spanje zijn de twee "gewone" leden van de BOG ook vertegenwoordigers van het personeel van een dochteronderneming van de kapitaalvennootschappen B en C en van een dochteronderneming van de kapitaalvennootschappen D en E : er worden twee extra mandaten toegewezen aan Frankrijk en twee extra mandaten aan Spanje.
- In Luxemburg is het "gewone" lid van de BOG een "vrijgestelde" van de sector. De regel van de dubbele vertegenwoordiging geldt en Luxemburg heeft geen extra mandaat.

In totaal zouden in beginsel vijf extra mandaten toegewezen moeten worden.

- b. ~~Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten).~~

Op grond van de regels inzake niet-cumulatie, uitgelegd in punt a. hierboven, zouden vijf extra mandaten toegewezen moeten worden .

Aangezien de BOG echter 13 "gewone" leden telt, kunnen slechts 3 extra mandaten toegewezen worden.

De extra mandaten worden "aan de kapitaalvennootschappen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die kapitaalvennootschappen".

Dat geeft het volgende resultaat :

- kapitaalvennootschap D in Spanje heeft 5.000 werknemers en heeft recht op het eerste mandaat ;
- kapitaalvennootschap C in Frankrijk heeft 1.000 werknemers en heeft recht op het tweede mandaat;
- kapitaalvennootschap A in België heeft 120 werknemers (terwijl kapitaalvennootschap B in Frankrijk 500 werknemers tewerkstelt, maar de richtlijn bepaalt dat extra mandaten worden toegekend aan kapitaalvennootschappen in verschillende lidstaten) en krijgt het derde extra mandaat.

II. Voorbeeld 2 - De kapitaalvennootschappen A töt R gaan samen en zijn in drie verschillende lidstaten gelegen

A. Berekening van het aantal "gewone" leden" van de BOG

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A 1.000	Vennootschap B 900	Vennootschap C 800	Vennootschap D 600	Vennootschap E 500	Vennootschap F 500	4.300	7,4 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Vennootschap G 10.000	Vennootschap H 900	Vennootschap I 800	Vennootschap J 7.000	Vennootschap K 6.000	Vennootschap L 5.000	29.700	51,2 % : 6 mandaten	
Verenigd Koninkrijk	Vennootschap M 4.000	Vennootschap N 3.000	Vennootschap O 2.000	Vennootschap P 1.000	Vennootschap Q 5.000	Vennootschap R 9.000	24.000	47,37 % : 5 mandaten	
							58.000	12 mandaten	

B. Berekening van het aantal extra mandaten

1. Beginnel - In elke lidstaat : een mandaat per deelnemende kapitaalvennootschap

Land	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Aantal mandaten	Totale aantallen mandaten per land
België	Vennootschap A: 1	Vennootschap B: 1	Vennootschap C: 1	Vennootschap D: 1	Vennootschap E: 1	Vennootschap F: 1	6
Frankrijk	Vennootschap G: 1	Vennootschap H: 1	Vennootschap I: 1	Vennootschap J: 1	Vennootschap K: 1	Vennootschap L: 1	6
Verenigd Koninkrijk	Vennootschap M: 1	Vennootschap N: 1	Vennootschap O: 1	Vennootschap P: 1	Vennootschap Q: 1	Vennootschap R: 1	6
							18 mandaten

2. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

Variant 1

a. Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging

- In België is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van kapitaalvennootschap A : kapitaalvennootschap A "verliest" dus haar recht op een extra lid; België kan bijgevolg vijf extra mandaten hebben.
- In Frankrijk worden twee van de zes "gewone" mandaten ingenomen door vertegenwoordigers van de betrokken sector (voor de kapitaalvennootschappen H en I); vennootschap G wordt vertegenwoordigd door een van de vertegenwoordigers van het personeel van die kapitaalvennootschap net als de kapitaalvennootschappen J, K en L : Frankrijk heeft dus geen extra mandaat.
- In het Verenigd Koninkrijk zijn alle "gewone" leden in de BOG vakbondsafgevaardigden van de betrokken sector : het Verenigd Koninkrijk heeft dus geen extra mandaat.

In totaal zouden vijf extra mandaten worden toegewezen.

- b- ~~Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten.~~

De BOG telt 12 "gewone" leden, d.i. een mogelijkheid van 2 extra mandaten. Alleen België kan extra mandaten toekennen (er zijn geen "verschillende lidstaten"), maar in plaats van de vijf mandaten die voortvloeien uit de toepassing van de voorgaande regels, zullen maar twee mandaten effectief worden toegewezen.

Variant 2

- a- ~~Geen directe vertegenwoordiger of dubbele vertegenwoordiging~~

- In België is de "gewone" vertegenwoordiger in de BOG een vertegenwoordiger van het personeel van kapitaalvennootschap A : kapitaalvennootschap A "verliest" dus het recht op een extra lid; België kan bijgevolg vijf extra mandaten hebben.
- In Frankrijk worden de kapitaalvennootschappen H en I vertegenwoordigd door afgevaardigden van de sector : ze hebben dus geen recht op een extra mandaat. De kapitaalvennootschappen G, J, K en L worden vertegenwoordigd door afgevaardigden uit dochterondernemingen en behouden elk hun recht op een extra mandaat (dus yier extra mandaten).
- In het Verenigd Koninkrijk worden de kapitaalvennootschappen N, O en P vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de sectoren, kapitaalvennootschap R door een afgevaardigde van het personeel van de onderneming en kapitaalvennootschappen M en Q door de afgevaardigden van dochterondernemingen : er zouden dus twee extra mandaten moeten worden toegekend aan het Verenigd Koninkrijk.

In totaal zouden gijf extra mandaten moeten worden toegewezen.

- b. ~~Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten), vergeleken met het aantal "gewone" mandaten.~~

De BOG telt 12 leden. Er kunnen twee extra mandaten toegewezen worden. Ze worden "aan de kapitaalvennootschappen in verschillende lidstaten toegekend in dalende volgorde van het aantal werknemers in die kapitaalvennootschappen".

Dat geeft het volgende resultaat :

Voor België :	Kapitaalvennootschap B :	900 werknemers
	Kapitaalvennootschap C :	800 werknemers
	Kapitaalvennootschap D :	600 werknemers
	Kapitaalvennootschap E :	500 werknemers
	Kapitaalvennootschap F :	500 werknemers

Voor Frankrijk : Kapitaalvennootschap G : 10.000 werknemers
Kapitaalvennootschap J : 7.000 werknemers
Kapitaalvennootschap K : 6.000 werknemers
Kapitaalvennootschap L : 5.000 werknemers

Voor het Verenigd Koninkrijk : Kapitaalvennootschap M : 4.000 werknemers
Kapitaalvennootschap Q : 5.000 werknemers

De kapitaalvennootschappen G en Q krijgen dus de extra mandaten.

III. Voorbeeld 3 - De kapitaalvennootschappen A töt R gaan samen en zijn in tien verschillende lidstaten aelegen

A. Variant 1

1. Berekening van het aantal "gewone" leden van de BOG

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers perland	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A : 120	Vennootschap B : 150	270	4,2 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Vennootschap C : 500	Vennootschap D : 600	1.100	17,3 % : 2 mandaten	
Duitsland	Vennootschap E : 550	Vennootschap F : 450	1.000	15,7 % : 2 mandaten	
Nederland	-	Vennootschap G : 400	400	6,3 % : 1 mandaat	
Oostenrijk	Vennootschap H : 350	Vennootschap I : 400	750	11,8 % : 2 mandaten	
Spanje	Vennootschap J : 600	Vennootschap K : 150	750	11,8 % : 2 mandaten	
Italië	Vennootschap L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandaat	
Verenigd Koninkrijk	Vennootschap M : 100	Vennootschap N : 440	540	8,5 % : 1 mandaat	
Ierland	Vennootschap O : 60	Vennootschap P : 540	600	9,4 % : 1 mandaat	
Zweden	Vennootschap Q : 520	Vennootschap R : 100	620	9,7 % : 1 mandaat	
			6.355	14 mandaten	

2. Berekening van het aantal extra mandaten

- a. Beginsel - In elke lidstaat : een extra mandaat per deelnemende kapitaalvennootschap die ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

België	:	2 mandaten
Frankrijk	:	2 mandaten
Duitsland	:	2 mandaten
Nederland	:	1 mandaat
Oostenrijk	:	2 mandaten
Spanje	:	2 mandaten
Italië	:	1 mandaat
VK	:	2 mandaten
Ierland	:	2 mandaten
Zweden	:	2 mandaten
<hr/>		
18 mandaten		

b. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

- 1) Geen...directe vertegenwoordiging of dubbele vertegenwoordiging

In alle betrokken lidstaten worden de werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen die een fusie zijn aangegaan, vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de werknemers van een dochteronderneming. Elke kapitaalvennootschap behoudt dus het recht op extra mandaten.

- 2) Geen verhoging met meer dan 20% van het aantal mandaten vergeleken met het aantal "gewone" mandaten"

De BOG telt 14 "gewone" leden : er kunnen dus slechts 3 extra mandaten worden toegevoegd.

De kapitaalvennootschappen D (Frankrijk) en J (Spanje) hebben de meeste werknemers (600) en krijgen de eerste twee mandaten. Het derde mandaat wordt toegekend aan kapitaalvennootschap E (Duitsland) die 550 werknemers tewerkstelt.

B. Variante 2

1. Berekening van het aantal "gewone" leden van de BOG

We gaan uit van het vorige voorbeeld maar wijzigen het aantal werknemers in de kapitaalvennootschappen C en D (Frankrijk), E en F (Duitsland), J en K (Spanje) en Q en R (Zweden).

Land	Aantal werknemers	Aantal werknemers	Totale aantal werknemers per land	% van het totale aantal werknemers	Mandaten
België	Vennootschap A : 120	Vennootschap B : 150	270	4,2 % : 1 mandaat	
Frankrijk	Vennootschap C : 550	Vennootschap D : 550	1.100	17,3 % : 2 mandaten	
Duitsland	Vennootschap E : 530	Vennootschap F : 470	1.000	15,7 % : 2 mandaten	
Nederland	-	Vennootschap G : 400	400	6,3 % : 1 mandaat	
Oostenrijk	Vennootschap H : 350	Vennootschap I : 400	750	11,8 % : 2 mandaten	
Spanje	Vennootschap J : 500	Vennootschap K : 250	750	11,8 % : 2 mandaten	
Italië	Vennootschap L : 325	-	325	5,1 % : 1 mandaat	
Verenigd Koninkrijk	Vennootschap M : 100	Vennootschap N : 440	540	8,5 % : 1 mandaat	
Ierland	Vennootschap O : 60	Vennootschap P : 540	600	9,4 % : 1 mandaat	
Zweden	Vennootschap Q : 530	Vennootschap R : 90	620	9,7 % : 1 mandaat	
			6.355		14 mandaten

2. Berekening van het aantal extra mandaten

- a. Beginsel - In elke lidstaat : een extra mandaat per deelnemende kapitaalvennootschap die ophoudt als afzonderlijk juridisch lichaam te bestaan

Net als in variant 1 geeft dit als resultaat : 18 mandaten.

b. Toepassing van de regels inzake niet-cumulatie en vermindering

1) J3 een directe vertegenwoordiging of dubbele vertegenwoordiging

In alle betrokken lidstaten worden de werknemers van de deelnemende kapitaalvennootschappen die een fusie zijn aangegaan, vertegenwoordigd door een afgevaardigde van de werknemers van een dochteronderneming. Elke kapitaalvennootschap behoudt dus het recht op extra mandaten.

2) Geen verhoging met meer dan 20 % van het aantal mandaten vergeleken met het aantal gewone mandaten

Er kunnen drie extra mandaten toegewezen worden :

- de kapitaalvennootschappen C en D (beide in Frankrijk) hebben elk 550 werknemers: Frankrijk zal dus een regeling moeten opzetten om één extra mandaat toe te wijzen (de richtlijn bepaalt dat de mandaten aan kapitaalvennootschappen in verschillende lidstaten worden toegekend);
- kapitaalvennootschap P (Ierland) stelt 540 werknemers tewerk en krijgt het tweede mandaat;
- de kapitaalvennootschappen E (Duitsland) en Q (Zweden) hebben elk 530 werknemers: de richtlijn stelt hier geen regel vast om te bepalen welke kapitaalvennootschap het mandaat zal krijgen¹.

¹ Er kan eventueel gedacht worden aan de kapitaalvennootschap in de lidstaat waar in totaal de meeste werknemers tewerkgesteld zijn.

INHOUDSOPGAVE

	<u>Blz.</u>
HOOFDSTUK I - ONDERWERP EN TOEPASSINGSGEBIED (Artikelen 1 tt 3)	2
HOOFDSTUKII - DEFINITIES (Artikel 4)	6
HOOFDSTUK III - VASTSTELLING VAN HET AANTAL WERKNEMERS (Artikel 5)	10
HOOFDSTUK IV - VOORAFGAANDE PROCEDURE EN BIJZONDERE ONDERHANDELINGSGROEP	11
Afdeling I - Tenuitvoerlegging van de procédure en verstrekking van voorafgaande informatie (Artikel 6)	11
Afdeling II - Bijzondere onderhandelingsgroep	12
Onderafdeling I - Instelling van een bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 7)	12
Onderafdeling II - Geest van samenwerking (Artikel 8)	12
Onderafdeling III - Samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 9)	13
Onderafdeling IV - Aanwijzing van de in België tewerkgestelde leden-werknemers en samenstelling van een reservelijst (Artikelen 10 tt 12)	14
Onderafdeling V - Aanpassing van de samenstelling van de bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 13)	16
Onderafdeling VI - Informatie betreffende de namen van de leden van de bijzondere onderhandelingsgroep en vergaderingen (Artikelen 14 en 15)	16
Onderafdeling VII - Bevoegdheid van de bijzondere onderhandelingsgroep (Artikel 16)	17
Onderafdeling VIII - Werking (Artikelen 17 tt 20)	18
Onderafdeling IX - Duur van de onderhandelingen (Artikel 21)	20

HOOFDSTUK V - INHOUD VAN DE OVEREENKOMST (Artikelen 22 en 23)	20
HOOFDSTUKVI - REFERENTIEVOORSCHRIFTEN	21
Afdeling I - Toepassingsvoorwaarden inzake de referentievoorschriften (Artikelen 24 en 25)	21
Afdeling II - Referentievoorschriften voor medezeggenschap (Artikelen 26 t�t 31)	23
HOOFDSTUK VII - DIVERSE BEPALINGEN	26
Afdeling I - Werking van het vertegenwoordigingsorgaan en van de regelingen met betrekking t�t de werknemersmedezeggenschap (Artikel 32)	26
Afdeling II - Middelen die moeten worden verschaft aan de in België tewerk- gestelde leden van het vertegenwoordigingsorgaan en werk- nemersvertegenwoordigers van de dochterondernemingen en vestigingen van de uit de grensoverschrijdende fusie ontstane vennootschap (Artikel 33)	26
Afdeling III - Statuut (Artikel 34)	27
HOOFDSTUK VIII - SLOTBEPALINGEN (Artikel 35)	27
BIJLAGE	